ISSN 0024-7650

# lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 219 - 8 novembre 1991 - prix : 8 F

# TOUS ENSEMBLE CONTRE L'AUSTÉRITÉ !

AFP

M6189 - 1219 - 8,00 F

# TOUS ENSEMBLE CONTRE L'AUSTÉRITÉ !

Le gouvernement Cresson a envoyé les CRS pour faire évacuer les piquets de grève qui bloquaient depuis près de trois semaines l'entrée de l'usine Renault de Cléon. Ce gouvernement qui, pendant un temps, a fait semblant de jouer les arbitres en nommant un médiateur et en prônant la négociation, n'a pas mis longtemps à montrer dans quel camp il est.

Le ministre du Travail Martine Aubry, ainsi que Bérégovoy et Cresson, se sont rangés ouvertement du côté du patron de Renault qui demandait que la police vienne assurer la "liberté du travail". Ils ne manquent pas d'aplomb, ces ministres, ces patrons, ces dirigeants de trusts qui ont multiplié les plans de milliers de licenciements, qui portent la responsabilité des bientôt trois millions de chômeurs qui pointent à l'ANPE ! Il ne manque pas d'audace, ce P-DG de Renault, Lévy, qui injurie ses ouvriers dès qu'ils se lancent dans une grève pour leurs salaires et qui n'a rien d'autre à leur proposer que de continuer à subir les licenciements, les bas salaires, la cadence qu'il faut faire en étant toujours moins nombreux !

* * *

C'est à cela que les travailleurs de Cléon ont senti qu'il fallait mettre un coup d'arrêt, et ils ont bien fait. Et ce n'est pas l'envoi de la police qui pouvait mettre fin à la grève ; les CRS peuvent manier la matraque, mais pas fabriquer les moteurs qui manquent maintenant dans toutes les usines de la Régie Renault !

Malgré les mensonges entretenus par la direction de Renault, selon laquelle cette grève aurait été le fait "d'une poignée d'extrémistes", le travail n'a pas repris ; on peut voir aujourd'hui que la grève est unanime parmi les ouvriers de Cléon et qu'elle a même tendance à s'étendre à d'autres usines du groupe, comme celle du Mans.

La direction et le gouvernement ne s'y trompent d'ailleurs pas puisqu'ils ont en même temps ouvert des négociations. Au fond, ils sont les premiers à savoir que les travailleurs de Renault-Cléon sont bien en grève, et décidés à ne pas reprendre avec rien.

* * *

En réalité les mensonges sur cette grève ne sont pas destinés aux travailleurs de Renault-Cléon, qui savent très bien à quoi s'en tenir. Ils sont destinés aux autres travailleurs de chez Renault, et surtout d'ailleurs. Le gouvernement et le patronat savent que le mécontentement des travailleurs de cette usine, en particulier quant aux salaires, est partagé par toute la classe ouvrière. C'est pourquoi ils voudraient empêcher leur combativité de se transmettre à d'autres usines, à d'autres secteurs, de les encourager et de les entraîner. C'est pourquoi ils voudraient éviter aussi de devoir faire des concessions salariales trop visibles, qui pourraient encourager d'autres, chez Renault ou ailleurs, à revendiquer à leur tour.

Le gouvernement veut éviter toute brèche dans sa politique dite de "rigueur" et en particulier dans le blocage des salaires, car il sait très bien que le mécontentement général pourrait alors s'y engouffrer. Derrière lui, c'est l'ensemble du patronat qui compte bien poursuivre sans accroc sa politique de bas salaires.

Pourtant quand les paysans manifestent, et même quand, comme c'est maintenant le cas, les transporteurs routiers bloquent les autoroutes, Cresson sait très bien aller puiser dans les budgets de l'Etat pour tenter de calmer le mécontentement. Alors le gouvernement peut céder aussi face aux travailleurs de Renault-Cléon, ou face à d'autres comme les infirmières, le personnel de santé, les assistantes sociales, les dockers.

Bien sûr, la partie est dure à gagner, justement parce qu'elle concerne en fait toute la classe ouvrière. Les travailleurs de Cléon – et maintenant du Mans – auraient bien besoin que d'autres travailleurs se joignent à eux pour les aider à l'emporter. Mais ce qui a été possible pour les paysans – manifester et lutter tous ensemble – est possible aussi pour la classe ouvrière, qui représente un poids bien plus considérable.

Cela ne se fera pas facilement, sans doute. A la fois parce que les dirigeants des grandes organisations qui se réclament de la classe ouvrière ne cherchent pas vraiment à faire converger les mécontentements dans une même lutte, et parce que les travailleurs de leur côté ont subi de trop nombreux reculs ces dernières années pour s'y lancer facilement. Mais c'est une nécessité.

De ce point de vue, la détermination dont ont fait preuve jusqu'ici les ouvriers de Cléon peut faire bien plus que les savantes tactiques des dirigeants syndicaux pour surmonter le découragement, le scepticisme que les reculs de ces dernières années ont entraîné parmi les travailleurs, .

Et c'est bien cette contagion possible de la combativité ouvrière que craignent le plus patrons et gouvernement.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

# DE CLÉON AU MANS, LA GRÈVE TIENT ET SE RENFORCE !

Malgré le bluff de la direction affirmant que le travail avait repris à Renault - Cléon, mercredi 6 novembre l'usine ne tournait toujours pas. La levée en force des piquets dans la nuit du lundi au mardi n'a pas provoqué le miracle attendu par la direction. Au contraire même, le nombre de grévistes présents et donc actifs n'a jamais été si grand. Et deux fois par jour, le matin et l'après-midi, les grévistes en cortège font le tour des ateliers pour constater de visu, et faire constater à la presse, qu'à part quelques chefs et quelques dizaines d'ouvriers clairsemés, il n'y a personne sur les chaînes et que rien n'est produit.

Certes la levée des piquets a permis à quelques camions chargés de moteurs et de boîtes de vitesse, coincés là depuis le blocage de l'usine, de partir et d'aller alimenter quelques usines. C'est ainsi qu'à l'usine de Flins, l'équipe d'après-midi a travaillé mardi 5 et celle du matin était convoquée pour le mercredi 6. Mais la direction de Flins elle-même ne garantit rien pour la suite. En fait, la grève à Cléon continue à paralyser le montage ailleurs.

La presse et la télévision, si présentes la semaine précédente, et qui montraient à l'envi les "irréductibles" des piquets, mettent maintenant l'accent sur les négociations, voire les déclarations de la direction affirmant contre toute réalité qu'il y avait 1 800 salariés au travail (les cadres ? Les employés des bureaux ? Et où ?... En tout cas pas dans les ateliers) et ne parlent pas de la grève qui pourtant continue.

Or cette grève, majoritaire, est la réponse la plus démonstrative des travailleurs de Cléon aux mensonges de Lévy parlant d'une poignée *"d'extrémistes"*, ou aux affirmations fielleuses de Martine Aubry qui réclamait avant toute négociation que la *"liberté du travail"* soit assurée. Comme si les piquets de Cléon empêchaient des milliers de "bons" ouvriers de venir travailler !

L'extension de la grève, avec ses formes propres, à l'usine du Mans, pèse aussi dans la balance. Les "extrémistes" de Lévy sont décidément de plus en plus nombreux.

La direction générale de la Régie après avoir tablé sur l'isolement de Cléon, dénoncé le caractère prétendument politique de la grève, traité les piquets de terroristes, essayé, avec des fortunes diverses, de faire signer des pétitions dans les autres établissements réclamant *"la liberté du travail à Cléon"*, après avoir joué sur un éventuel lâchage de l'action par la CFDT Cléon, a tenté lundi 4 novembre une nouvelle intimidation vis-à-vis des salariés lockoutés en décrétant qu'à partir de ce jour le chômage technique ne serait plus indemnisé selon les accords Renault (environ 70%) mais selon les règles nationales, soit 18 F de l'heure. Dès le lendemain, et sans doute dans l'euphorie de l'intervention policière et de l'ouverture des négociations, elle revenait sur sa décision. Par contre elle reparlait de *"séance de travail reportée"*, ce qui provoque la colère des ouvriers concernés.

Enfin, l'intervention des CRS a entraîné quelques débrayages de solidarité dans d'autres établissements, notamment à Rueil et à Lardy.

Bref, c'est encore et toujours la détermination des travailleurs de Cléon qui conditionne l'avenir du mouvement et ses résultats. Rien n'est réglé, ni à Cléon ni au Mans, ni ailleurs, là où les travailleurs sont lockoutés, ni là où les établissements fonctionnent encore et où les salariés sont de tout cœur avec les grévistes.

*Quelques ouvriers d'autres usines venus soutenir ceux de Cléon, le 30 octobre.* (AFP)

# LA GRÈVE AU MANS

A Renault - Le Mans, la grève avait commencé avant même l'intervention de la police à Cléon.

Jeudi 31 octobre, les syndicats CGT, CFDT et FO annonçaient un meeting d'information sur la situation à Cléon et au Mans, pour lundi 4 novembre. La direction, de son côté, annonçait que ce même lundi, 1100 travailleurs seraient au chômage partiel, sous prétexte de manque de containers.

Le lundi, nous nous sommes donc retrouvés à environ 1300 à 9 heures devant la porte principale. Aux côtés des travailleurs qui avaient débrayé, il y avait de très nombreux "chômeurs" venus à l'usine quand même. Après le meeting et un tour dans les bureaux de la direction qui refusait de se montrer, il fut décidé d'attendre le CE qui devait avoir lieu à 11 heures. Là, la salle fut une fois de plus envahie. Pendant plusieurs heures, - l'équipe du soir prenant la place de celle du matin - des dizaines d'ouvriers purent dire à deux doigts du bouc de Roche, le directeur, leur écœurement des salaires bloqués, de la charge de travail qui augmente sans cesse, le ras-le-bol de l'intérim, bref, tout ce qu'ils avaient sur le cœur !

Evidemment, le directeur n'ouvrait la bouche que pour dire qu'il n'y pouvait rien et que c'était du ressort de la direction générale. Du coup, en fin d'après-midi, les syndicats CGT et CFDT appelaient à fermer les portes de l'usine. A partir de ce moment, la grève s'installait. L'équipe de nuit prenait la relève et mardi 5 novembre au matin, cela continuait. Les portes de l'usine étaient soudées mais pour ne pas faire entrave à "la liberté du travail", les non-grévistes pouvaient entrer dans l'usine, seule la circulation des camions était bloquée. Les seuls à entrer furent les cadres, sous les huées et les quolibets des grévistes, ainsi que le personnel ETAM dont une partie devait débrayer une heure dans la matinée. Les ateliers, eux, restaient déserts dans une usine qui compte 4 000 ouvriers.

A plusieurs reprises, des cadres, venus faire pression sur les grévistes furent raccompagnés manu militari dans l'usine. Durant la journée du 5 novembre une première entrevue syndicats-direction ne donnait rien, la direction restait dans le vague, tant sur la question des salaires que sur l'emploi.

Une nouvelle entrevue était annoncée pour mercredi matin 6 novembre, à 10 heures, heure à laquelle différents syndicats de la Sarthe appelaient à un rassemblement de soutien aux portes de l'usine.

A l'heure où nous écrivons, le 6 novembre, la grève se maintient mais, pour permettre la négociation, les piquets ont accepté de laisser passer les camions, et la porte soudée a été dessoudée. Les négociations reprendront sous le signe de la grève... et le moral est bon !

**Correspondant LO**

**Lire la suite des articles sur Renault pages 4 et 5.**

# A CLÉON

# AU VINGTIÈME JOUR, MALGRÉ LA PRÉSENCE DES CRS, LA GRÈVE CONTINUAIT

**Décidément la direction de la Régie et le gouvernement auront eu du fil à retordre pour entamer la détermination des grévistes de Cléon. En pure perte pour l'instant. Au vingtième jour de la grève, la volonté d'obtenir gain de cause était intacte. *"Si on lâche maintenant, on est reparti pour dix ans de galère."* Cette réflexion d'un gréviste exprimait le sentiment général. L'intervention des CRS en pleine nuit, mardi 5 novembre, a plutôt donné un regain d'énergie à tout le monde pour tenir coûte que coûte.**

*Ce ne sont pas les CRS qui feront marcher l'usine !*

*Les travailleurs de la région, et leurs familles, venus discuter avec les grévistes, le 1er novembre.*

## "TENIR ! TENIR ! TENIR !"

*"Tenir ! Tenir ! Tenir !"*, tel est le mot d'ordre qui a été repris à pleins poumons et scandé le poing tendu à la fin de tous les meetings devant P4, l'entrée principale. Depuis le début du mouvement, nous avons conscience d'être dans notre bon droit. Mais depuis les multiples tentatives avortées de la direction pour briser nos piquets de grève, nous avons aussi conscience d'avoir amélioré le rapport de force en notre faveur.

Mardi 29 octobre au matin nous étions plus de 600, prêts à recevoir les cadres et les chefs de Cléon et éventuellement d'ailleurs. Ils n'étaient que 300 et ils n'ont rien tenté. Mercredi 30 octobre ils n'étaient plus qu'une centaine et des petits groupes de grévistes ont commencé à les chasser systématiquement du périmètre de l'usine. Certaines voitures de cadres sont reparties sur les chapeaux de roue et en triste état.

Dans la matinée, un meeting d'un millier de personnes s'est tenu avec quelques centaines de travailleurs d'autres usines du groupe venus du Mans, de Flins, de Cergy et même de Belgique. Les travailleurs de Cléon ont apprécié le soutien qui leur était apporté par ces délégations. Chacun a pu voir que le moral à Cléon était excellent et que la grève a mobilisé de nombreux travailleurs bien au-delà du milieu des syndicalistes.

## DISCUSSIONS SUR LES REVENDICATIONS

Sous les tentes installées près des portes, les informations à la radio et à la télévision étaient suivies de près. Lorsque mercredi 30 octobre le ministre du Travail, Martine Aubry, a proposé à l'Assemblée nationale qu'un médiateur prépare l'ouverture de négociations, les grévistes présents ont surtout retenu avec satisfaction que des négociations étaient en vue. Par contre des réflexions ont fusé parce que le ministre prétendait que notre grève était minoritaire et parce qu'elle n'avait pas parlé des salaires. Des discussions vives se sont engagées aux piquets de grève à la suite de la déclaration de Lucien Buisson, délégué CGT au CE, affirmant qu'*«entre zéro et 1 500 F il y a possibilité de discuter»*. Personne n'a apprécié. Même ceux qui pensaient qu'il n'était pas possible, dans les conditions actuelles, d'obtenir 1 500 F d'augmentation n'étaient pas d'accord pour qu'un responsable de la CGT donne l'impression que les grévistes se "dégonflaient" pareillement à la perspective de négociations. Buisson a dû faire machine arrière et il s'est réaligné sur le point de vue général : pas question de baisser notre garde, ni sur les revendications ni sur le blocage des portes.

## UN COCKTAIL DE MENACES ET DE PSEUDO-NEGOCIATIONS

Jeudi 31 octobre, nous étions 400 le matin pour assurer l'accueil traditionnel des cadres, mais aucun d'eux n'était au rendez-vous. Par contre, nous avons reçu de nouvelles délégations de travailleurs et de militants syndicaux, notamment de la CRAM et de la CPAM de Rouen et à nouveau de Renault-Flins. Une trentaine de travailleurs du CKD Grand-Couronne sont venus à Cléon sur leur temps de débrayage.

Les rencontres organisées par le médiateur ont continué ce jour-là entre la CGT et la CFDT et la direction de Cléon. Nous étions extrêmement attentifs, voire méfiants, à l'égard de ce qui pouvait en sortir. Les déclarations étaient épluchées par le menu.

Tous les dirigeants de la CGT-Cléon avaient parfaitement compris que nous serions intraitables sur la question de la levée des piquets de grève exigée par la direction. Il n'était pas question non plus de remettre en cause le principe d'une augmentation mensuelle égale pour tous. Tout le monde disait : *"On veut du fixe"*.

Vendredi 1er novembre, l'assemblée des grévistes a réuni 500 personnes. La CGT a rendu compte des discussions avec Guilmin, le directeur de Cléon. Celui-ci avait sorti de sa tête une formule alambiquée où il se disait prêt à envisager *"des éléments de rémunération prenant en compte l'évolution des technologies à Cléon"*. Aucun engagement chiffré d'une augmentation sur le salaire de base. Aucun engagement sur les sanctions. Au contraire, il a continué à envoyer des lettres en vue de nouvelles sanctions. En plus il exigeait la levée des piquets avant toute négociation. Dans ces conditions, l'assemblée a rejeté à l'unanimité les pseudo-propositions du directeur. Martine Aubry, qui avait posé un ultimatum aux syndicats pour accepter les exigences de Guilmin, a donc remballé son médiateur. Gouvernement et direction ont à nouveau fait planer la menace d'une intervention policière.

## LE PAS DE DEUX DE MARTINE AUBRY ET DE RAYMOND LEVY

La déclaration de Martine Aubry, dimanche 3 novembre, revenait à la charge sur la nécessité de *"la liberté du travail"* à Cléon. Elle était parfaitement interchangeable avec celle du PDG de la Régie, Raymond Lévy, faite le lundi. A Cléon, dès la nuit de dimanche à lundi, nous nous attendions à l'arrivée des CRS. Lundi 4 novembre au matin, la direction a fait couper l'eau pour nous empêcher d'utiliser les lances à incendie en cas d'attaque. L'après-midi, l'Union Départementale CGT avait appelé les travailleurs de la région à se rassembler devant Cléon et environ 600 personnes se sont retrouvées à P4.

## LES CRS SONT LA MAIS LA GREVE CONTINUE

Mardi, 500 CRS ont donc investi l'usine à 3 h 30 du matin. Les 200 grévistes présents se sont regroupés et ont attendu l'arrivée des renforts grévistes. Vers 8 h nous étions un millier. Face aux CRS l'atmosphère était à la fois houleuse et joviale. Un gars s'est exclamé : *"Tiens, v'là les tortues Ninja !"*. Et depuis, cette appellation a eu beaucoup de succès. Quant aux non-grévistes, ils furent environ 400 à entrer dans l'usine, essentiellement des cadres, des chefs et des employés des bureaux.

Nous sommes entrés à près de 800 dans l'usine et au cours de notre manifestation nous avons constaté que rien ne fonctionnait ! 200 autres grévistes sont restés massés devant P4. Vers 11 h 30 une quarantaine de travailleurs de Rhône-Poulenc en débrayage sont venus nous apporter leur soutien. Le défilé de l'après-midi a été encore plus massif et encore plus joyeux : il a entraîné plus de 1000 travailleurs.

Mardi soir 5 novembre, le moral des grévistes était toujours au beau fixe et vraiment personne n'avait envie de baisser les bras.

**Correspondant LO**

## LA GRÈVE C'EST AUSSI LA FÊTE !

(LO)

Pendant les trois jours du week-end de la Toussaint, l'usine de Cléon a été un lieu de rencontres, de discussions et de festivités. Des centaines de personnes sont venues avec leurs enfants assister aux spectacles et passer quelques heures avec ceux qui tenaient les piquets. Certaines tentes avaient été aménagées avec le maximum de confort et il y avait toujours assez de braise pour faire un barbecue et manger avec les visiteurs dans la bonne humeur. Les vendeurs de *Lutte Ouvrière* côtoyaient ceux de *L'Humanité* et ceux de *Rouge*. Beaucoup de gens ont apprécié l'ambiance de débat fraternel qui régnait.

# UNE LETTRE QUI PORTE À FAUX

Si nous reproduisons la lettre de Lévy du 28 octobre, c'est non seulement pour montrer ce que peut être la prose patronale d'une des plus grandes entreprises du pays, mais c'est aussi parce qu'elle a suscité, un peu dans tous les milieux, indignation et mépris.

Cette lettre, Lévy l'a d'abord fait diffuser par l'encadrement, dans les établissements qui fonctionnaient puis, afin que rien ne soit perdu, il l'a fait parvenir au domicile de tous ses salariés. Il faut croire qu'il tenait à être lu...

Cela a été en tout cas pour un certain nombre de personnes, y compris dans l'encadrement, l'occasion d'ouvrir les yeux sur leur "patron" et de voir, derrière le technocrate, l'homme de droite, le commis hautin et anticommuniste de la bourgeoisie.

A noter qu'à l'usine Renault de Choisy, la CGC elle-même a appelé, à la suite de cette lettre, à boycotter une réunion de cadres convoquée par la direction locale.

Mais dans les autres établissements, l'encadrement s'est empressé de faire signer une pétition réclamant la liberté du travail à Cléon. Là où les chefs sont intervenus en personne pour faire signer les travailleurs sous leurs ordres - parfois convoqués un par un - ils ont obtenu des signatures (mais significatives de quoi, sinon de la pression de l'encadrement ?). Là où - pour diverses raisons dont l'écœurement - ils ne sont pas intervenus personnellement, les travailleurs ont refusé de signer. Ailleurs encore la pétition n'a pas circulé du tout. Dans certains établissements, des salariés ont même fait circuler des contre-pétitions affirmant leur solidarité avec les ouvriers de Cléon.

Tout le monde n'est pas à la botte de Lévy.

## RENAULT

Le Président Directeur Général — Le 28 octobre 1991

LETTRE ADRESSÉE AU PERSONNEL RENAULT

Madame, Monsieur,

Depuis un peu plus d'une semaine à l'usine de Cléon, sous le prétexte d'une grève, une action illégale et violente, immédiatement condamnée par la justice, paralyse notre entreprise. Du fait d'un groupe d'extrémistes qui se réclame d'une organisation syndicale, l'usine est barricadée, ses accès sont interdits à tout véhicule de transport ; les travailleurs qui veulent travailler, et qui sont une majorité, en sont empêchés par l'intimidation et par la menace physique. La sécurité des personnes et des biens aux alentours de l'usine, la liberté de circulation, la liberté du travail, n'existent plus à Cléon.

Aujourd'hui, toutes nos usines de montage en France et en Belgique sont à l'arrêt, et leurs personnels au chômage. Il en va de même de l'usine de Matra, notre associé, à Romorantin, et de celle de Volvo, acheteur de nos matériels, en Hollande. Les usines du Groupe hors de France et de Belgique sont profondément perturbées. Nos pertes à ce jour se chiffrent par des dizaines de milliers de voitures non produites. Au moment où la qualité de nos voitures et les performances de nos commerçants relancent nos parts de marché en France et en Europe, un groupe d'extrémistes profite de nos succès pour prendre Renault en otage.

Cette prise d'otage profite, à coup sûr, à nos concurrents. En dehors d'eux, à qui profite-t-elle ?

Aux travailleurs de Renault ? Certainement pas ! Une entreprise étranglée, des clients mécontents de ne pas recevoir les voitures commandées, une image de Renault qui rappellera celle de nos pires années, ce n'est pas cela qui nous donnera de quoi améliorer l'emploi, ni de quoi augmenter les salaires ! En quelques semaines, nous risquons de voir partir en fumée le résultat des efforts conduits par tous pendant sept ans.

Il faut que vous sachiez que les salaires nets, hors intéressement, des ouvriers de Renault sont supérieurs en 1991 de plus de 3,5 % à ceux de 1990 : c'est plus que la hausse du coût de la vie, pour une année qui a été très dure pour Renault. Il faut que vous sachiez que plus de 98 % du personnel de Renault touche, hors intéressement, un salaire brut de plus de 100000 F/an, et que nos rémunérations sont encore très supérieures à celles de Peugeot ou Citroën, nos concurrents.

Alors, prise d'otage au profit de qui ? Eh bien, au profit d'extrémistes qui veulent mettre Renault à genoux, par des méthodes qui n'ont rien à voir avec le droit du travail et la légalité, d'extrémistes qui veulent nous faire renoncer à la politique sociale moderne que nous conduisons, d'extrémistes qui ne veulent pas que nous dialoguions avec tous pour préparer l'avenir. Et nous savons pourtant que cet avenir sera difficile, et que, si nous ne réussissons pas à moderniser Renault, nous ne pèserons pas bien lourd face à nos concurrents européens.

Tels sont les faits, devant lesquels il nous faut réagir.

Nous ne pouvons pas accepter de revenir en arrière, et de céder au terrorisme de ceux qui n'ont rien appris de ce qui s'est passé à l'Est.

Nous ne pouvons pas accepter que nos personnels soient exposés à l'intimidation, à la violence, à l'illégalité, nous ne pouvons pas accepter que Renault et ses travailleurs soient pris en otages.

Nous ne pouvons pas accepter que nos efforts passés soient perdus, et notre avenir compromis par la faute d'un groupe d'irresponsables.

Je vous demande à tous de vous mobiliser, et de mobiliser tous ceux qui vous entourent. Je vous demande de dire «non !» à tous les responsables de l'agression dont Renault est aujourd'hui la victime. Je vous demande de le dire à Cléon, mais aussi dans toutes les usines et tous les services de Renault. Je vous demande d'exiger la disparition de toute menace et de toute contrainte, préalable indispensable à toute négociation à Cléon.

Je vous demande de vous engager personnellement dans les actions qui seront peut-être nécessaires, dans le strict respect du droit de grève et avec la ferme volonté de maintenir un dialogue social constructif avec tous les partenaires sociaux, pour revenir à la légalité, et, tous ensemble, pour sauver Renault.

Raymond H. LEVY

# QUAND L'UNION RÉGIONALE CFDT SE FAIT DÉSAVOUER PAR SA BASE

Un épisode à signaler dans le conflit Cléon : samedi 2 novembre on apprenait, par une conférence de presse, que l'Union Régionale CFDT se prononçait en faveur d'une consultation à bulletins secrets du personnel de Cléon. Elle se proposait même de l'organiser.

Surprise à l'usine de Cléon, où la CFDT est, depuis le début, dans le mouvement et dans les piquets ! Venant après les déclarations d'Aubry sur la liberté du travail, celle de Lévy sur les extrémistes, la proposition de l'Union Régionale paraissait comme une trahison.

Quelques heures plus tard, la CFDT Renault-Cléon publiait le communiqué suivant :

*"COMMUNIQUÉ DE PRESSE*
*CFDT - RENAULT-CLÉON*

***Au cours d'une conférence de presse, le 1/11/1991, le secrétaire de l'Union Régionale CFDT s'est exprimé sur le conflit Renault-Cléon. En aucun cas, la CFDT Renault-Cléon n'a été consultée sur cette conférence de presse et encore moins associée à sa préparation et son déroulement.***

***Les propos tenus n'engagent donc que son auteur.***

***Nous pensons que ces propos maladroits sont le fait d'une personne extérieure à l'usine de Cléon, qui n'a aucune perception des causes du conflit que nous vivons actuellement. Les militants CFDT - Renault-Cléon sont les seuls à avoir la réelle mesure du quotidien et des destinées de l'action syndicale à mener sur le site."***

C'est sans équivoque et ça remet bien les choses au point. Mais la déclaration de l'Union Régionale est très révélatrice des pressions qui doivent s'exercer sur les militants de la CFDT pour qu'ils lâchent le mouvement. A ce jour, ils tiennent bon, eux aussi.

## CKD - Renault Grand-Couronne (76)

# LA GRÈVE CLÉON RÉCHAUFFE L'AMBIANCE

Au CKD Renault de Grand-Couronne, qui compte 600 salariés dont 370 ouvriers, la grève de Renault-Cléon n'est pas loin, et elle est suivie avec attention.

Nous sommes quelques-uns à penser, depuis le début, qu'il faudrait que d'autres usines s'y mettent, avec Cléon. L'appel à la journée de grève nationale du 24 octobre a été bien suivi. Mardi 29 octobre, les syndicats Démocratie Ouvrière et CGT avaient appelé à un débrayage d'une heure, regroupant au total environ 120 grévistes.

Le matin, quand les travailleurs réunis en assemblée ont appris qu'une dizaine de grévistes de Cléon venaient leur rendre visite, les 70 présents sont tous sortis pour les accueillir comme il fallait. Cela a bien réchauffé l'ambiance. Et l'après-midi, lors des défilés dans les ateliers, les slogans *"1 500 F pour tous", "licenciez Lévy"*, étaient repris avec entrain et certains chefs en ont entendu des vertes et des pas mûres.

Le jeudi d'après, une trentaine d'ouvriers se sont d'ailleurs remis en grève pour pouvoir aller à Cléon.

Mardi 5 novembre, lorsqu'on a appris l'intervention policière à Cléon, on ne pouvait pas laisser passer. DO et CGT ont appelé le matin même à un débrayage suivi par 70 personnes pendant une bonne heure. L'après-midi une trentaine de travailleurs ont débrayé et sont allés à Cléon. Là une dizaine d'entre eux se sont joints aux grévistes de Cléon qui étaient rentrés manifester dans l'usine, et ont pu constater que les ateliers étaient déserts.

La grève de Cléon a en tout cas encouragé une forte minorité de travailleurs des ateliers. Ce qui se dit à l'usine c'est que *"depuis les licenciements cela faisait longtemps que l'on n'avait pas vu ça"*.

**Correspondant LO**

## Scandale des transfusions contaminées

# NOTRE SANG LES INTÉRESSE

L'affaire du sang contaminé compte un inculpé de plus : le docteur Allain, collaborateur direct du docteur Garretta et à ce titre, comme lui, impliqué dans la distribution de produits infectés à des hémophiles. Le feuilleton se poursuit donc, mais n'avance guère. Le dernier épisode ressemble aux précédents : les responsables politiques ne sont toujours pas inquiétés, alors que pourtant tous les documents rendus publics prouvent que les autorités ont été au moins négligentes, sinon complices. Les ministres et les hauts fonctionnaires, qui ont fermé les yeux sur les pratiques douteuses mais nullement secrètes des affairistes de la direction du Centre national de transfusion sanguine, restent pour l'instant hors de cause.

Mais si la justice paraît n'avoir pas beaucoup d'yeux pour voir l'évidence, d'autres ne sont pas gênés pour donner de la voix, au mépris de la vérité la plus élémentaire, en insinuant que toute cette affaire ne serait jamais arrivée si la collecte du sang avait été... privée !

S'il est une évidence dans ce scandale des hémophiles infectés par du sang contaminé, c'est pourtant que la protection de la santé publique et la recherche du profit ne font pas bon ménage.

C'est parce que des médecins se sont, pour des raisons d'économies, crus autorisés à pouvoir prendre des risques avec la peau des autres, que des dérivés sanguins non traités de façon appropriée ont été administrés à des malades. Il ne fallait pas engager des dépenses qui, peut-être, n'étaient pas indispensables, estimaient les gens chargés au niveau gouvernemental d'économiser sur le budget de la Santé. Malheureusement, la suite a prouvé que ces économies conduisaient à l'hécatombe. Quant aux affairistes placés à la tête du Centre national de transfusion sanguine, ils ne faisaient pas mystère de leurs premières préoccupations : assurer l'équilibre financier de leurs entreprises.

Le sang a été contaminé par le fric. Mais cela n'empêche pas des porte-parole ouverts ou déguisés des groupes pharmaceutiques qui lorgnent sur le marché de la collecte, fondée en France sur le bénévolat, de faire campagne en faveur de sa privatisation, en insinuant que tout cela ne serait pas arrivé si le système avait été... privé !

Un journaliste de *La 5* expliquait ainsi en substance, lundi 4 novembre, que les hémophiles auraient été victimes de l'irresponsabilité qui, d'après lui, caractériserait tous les organismes administratifs dirigés de façon anonyme. L'hebdomadaire *Le Nouvel Economiste* quant à lui annonce carrément la couleur en titrant : *"Sang : l'irrésistible privatisation"*. Ce journal ne cache d'ailleurs pas ses sources, puisqu'il cite abondamment le livre de... Charles Mérieux, dirigeant du principal trust privé des produits d'origine sanguine et des vaccins. Ce grand bourgeois, qui possède l'une des plus grandes fortunes privées françaises, ne fait pas mystères de ses ambitions en critiquant le monopole de la collecte du sang accordé à l'Etat, *"dont ce n'est pas le métier et dont la responsabilité est toujours difficile à établir"*. Et le journal de regretter, en se faisant l'interprète des thèses de Mérieux, que l'industrie du plasma sanguin, si prospère aux Etats-Unis, en Allemagne et en Autriche, échappe aux entreprises françaises. Pour faire bonne mesure, l'article évoquait même les licenciements (10 000 emplois) nécessaires, paraît-il, dans les services publics de collecte et de traitement du sang, pour les rendre profitables. Et il n'est évidemment pas exclu que la commission nommée par Bérégovoy, le ministre de l'Economie, si favorable aux capitalistes, afin de donner un avis sur la réorganisation de la transfusion sanguine, reflète au moins en partie ces vues.

Ce que tous ces gens évitent évidemment soigneusement de rappeler, c'est que la collecte privée du sang, telle qu'elle se pratique notamment aux Etats-Unis, où des sociétés l'achètent aux pauvres d'Haïti ou aux marginaux américains, a certainement joué un rôle important dans la diffusion du virus du sida ; et que le commerce mondial du sang pourrait demain favoriser la propagation d'autres maladies. Mais les vampires du profit n'en sont pas à un mensonge près pour développer la santé financière de leurs entreprises.

**Pierre VERNANT**

# UAP, N° 1 DU FRIC OBLIGE

La semaine dernière, un article du *Canard Enchaîné* a beaucoup circulé parmi les employés de l'UAP. On pouvait y lire ce qui était arrivé à un de nos collègues de la Tour Assur. Celui-ci travaillait à l'UAP depuis 1973. Etant séropositif et malade, en arrêt de longue maladie, il a été licencié en juillet 1990 pour *"raisons de santé"*. L'UAP a appliqué la procédure légale et ne s'est guère montrée généreuse : il n'a droit qu'à 16 000 F d'indemnités ! Dès lors, on comprend qu'il ait eu du mal à payer ses loyers.

Au bout de dix mois de loyers de retard, on le menaçait d'une expulsion. Qui était ce propriétaire intransigeant ? L'UAP encore. Qu'importent les problèmes de santé, qu'importent les difficultés financières de notre collègue ! De tout cela l'UAP, et pour cause, était parfaitement au courant, mais n'a eu aucun scrupule.

Le 11 octobre, l'employeur-bailleur mettait ses menaces à exécution. Un huissier et un commissaire sont venus le jeter à la rue. Trois jours avant que le tribunal ne se prononce (ce qui aurait permis de surseoir à l'expulsion), trois jours également avant la date légale après laquelle aucune mesure ne peut être exécutée avant le printemps.

Récemment, la Fédération française des sociétés d'assurance se félicitait que les représentants des principales compagnies signent un code de bonne conduite concernant les personnes séropositives. Cela marquait, paraît-il, un changement de politique de la part des assureurs, dans la prise en compte des problèmes liés au sida ! On peut en juger.

# Transports routiers

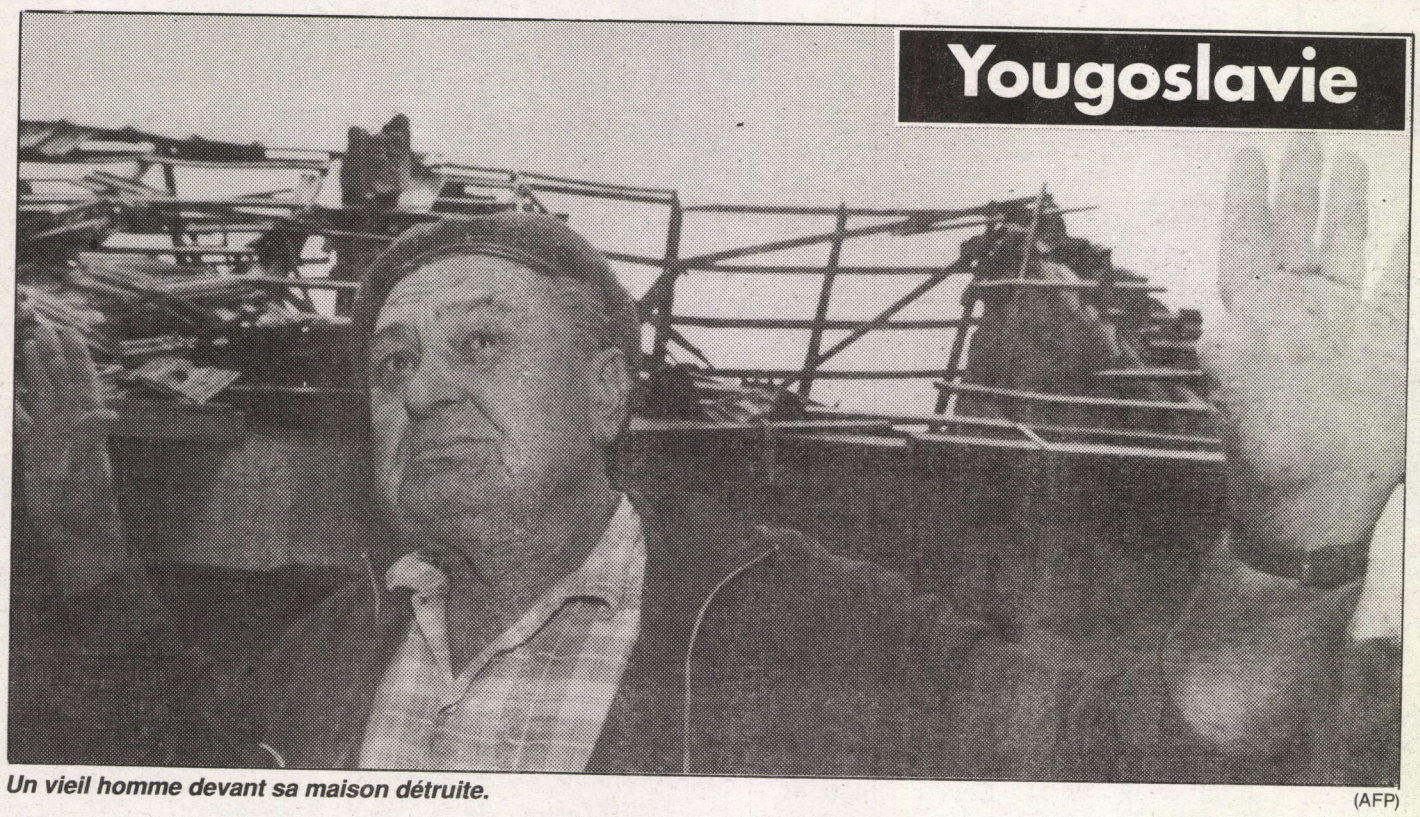
Le dimanche du retour des congés de la Toussaint, prenant de vitesse, si l'on peut dire, les dirigeants de la Fédération nationale des transporteurs routiers qui avaient programmé des actions pour le 19 novembre, plusieurs centaines de camionneurs - essentiellement des artisans et des PME, dit-on - bloquaient les autoroutes A6 et A10.

Dans un tract remis aux automobilistes, des camionneurs réclamaient que l'Etat *"se place en arbitre, dans une profession où le libéralisme a supprimé toute règle de déontologie"*. En clair, ces petits patrons en viennent à demander à l'Etat qu'il réglemente à nouveau la profession. Cela pour éviter que la suppression progressive de toute réglementation - demandée et obtenue par des organisations professionnelles représentant d'abord les intérêts des grosses sociétés de transport - n'évolue en une concurrence à couteaux tirés entre artisans, PME et grosses sociétés, situation où ceux qui disposent de la plus grande surface financière ont souvent le plus de moyens pour faire baisser les prix et pour rafler les marchés et éliminer leurs rivaux.

Deux jours après le début de cette opération escargot "sauvage", le mouvement semblait continuer. Le gouvernement avait fait des gestes en direction des camionneurs, notamment en débloquant 1,2 milliard dès le lendemain de la mise en place des barrages, pour l'amélioration du réseau routier. Mais cela ne contente pas nécessairement les camionneurs car, quand le gouvernement décide de créer un tarif de péage "heures creuses" sur les autoroutes pour les camionneurs, ou quand, depuis le 1er juillet, il permet la récupération intégrale de la TVA sur le gazole, cela profite au moins autant, sinon plus, aux grosses sociétés de transport qu'aux camionneurs à leur compte.

Mais cela démontre surtout aux uns et aux autres que, malgré ce que raconte le gouvernement aux travailleurs des usines ou des hôpitaux, il a bien les moyens de satisfaire à leurs revendications. Ils auraient tort de ne pas en tirer les conclusions.

**P. L.**




*Un vieil homme devant sa maison détruite.* (AFP)

# LES SURENCHÈRES NATIONALISTES

Le président serbe, Slobodan Milosevic, a finalement accepté de se rendre à La Haye, le 5 novembre, pour participer aux négociations sous les auspices de la CEE, cédant ainsi à l'ultimatum qui enjoignait à la Serbie, sous peine de blocus économique, d'accepter l'arbitrage de la CEE.

Les négociations laborieuses et, pour l'instant, plutôt stériles se poursuivent donc... comme se poursuivent depuis des semaines les combats sur le terrain ! La bataille autour de Vukovar, encerclée depuis plus de deux mois par l'armée yougoslave, s'est encore intensifiée les jours précédant l'ouverture de la nouvelle séance de négociations à La Haye. Les combats ont lieu rue par rue, maison par maison. Les combats, les pilonnages d'artillerie se poursuivaient également autour de Dubrovnik. Les négociations au niveau européen ont d'autant moins abouti à l'arrêt des combats, sur le terrain, que nombreux sont ceux qui s'emploient, dans les différents camps, à mettre de l'huile sur le feu.

C'est ainsi par exemple que le moindre geste de la part de Milosevic pour paraître s'orienter vers un compromis négocié déclenche les protections des utra-nationalistes serbes. Une manifestation a eu lieu le dimanche 3 novembre à Belgrade, pour protester contre les propositions de la CEE et réclamer la démission du ministre yougoslave de la Défense, jugé trop mou envers les Croates.

Du côté croate, les autorités sont, elles aussi, débordées par les surenchères des groupes d'extrême-droite. Le Conseil suprême de l'Etat croate a demandé à son ministre de l'Intérieur de *"prendre des mesures concrètes pour désarmer les groupes paramilitaires"*, en particulier les milices du PCD (Parti Croate du Droit) qui comptent une dizaine de milliers d'hommes et dont les autorités croates elles-mêmes disent qu'*"elles mettent en danger la Croatie sur le plan intérieur et lui portent préjudice sur le plan international."*

Il semble que ce soient ces milices qui se sont livrées à de véritables pogroms contre la minorité serbe de Croatie, incendiant 17 villages, torturant et massacrant ceux qui ne fuyaient pas assez vite. Quelque 20 000 Serbes ont dû ainsi fuir la Croatie ces derniers jours.

A jouer sur les nationalismes, les dirigeants serbes ou croates ont rapidement trouvé plus nationalistes et démagogues qu'eux, puisque cela semble payant pour se hisser au pouvoir.

Dans ces rivalités d'appétits et d'ambitions qui déchirent la Yougoslavie, les populations sont prises en otages et payent un tribut de plus en plus lourd à des affrontements qui offrent peut-être un exutoire aux mécontentements, aux frustrations, aux révoltes accumulées, mais qui n'offrent aucune perspective de mieux vivre aux populations des différents camps en présence. Bien au contraire ! Aussi bien les Croates de Vukovar, qui craignent de servir de monnaie d'échange dans des négociations, que les Serbes de Croatie (ils sont quelque 600 000) dont le sort est précisément au centre des discussions de La Haye ; aussi bien les populations civiles victimes de la guerre que les jeunes embrigadés dans une guerre qui n'est pas vraiment la leur ; tous sont en fait victimes d'une politique qui a abouti à une exacerbation meurtrière des haines nationales.

En Yougoslavie, comme dans bien d'autres pays, on peut mesurer la tragédie que représente pour la population le fait que la classe ouvrière soit pour l'instant absente de la scène politique et laisse celle-ci occupée par des démagogues qui, pour leurs propres intérêts égoïstes, se servent des peuples et les entraînent dans les impasses les plus sanglantes.

**Dominique CHABLIS**

La prochaine réunion du
**CERCLE LÉON TROTSKY**
portera sur :

**LA YOUGOSLAVIE DÉCHIRÉE PAR LES NATIONALISMES**

**VENDREDI 8 NOVEMBRE 1991**
**à 20 h 30**
**Salle de la Mutualité**
**24, rue Saint-Victor - 75005 Paris**

**Métro : Maubert-Mutualité**
**Participation aux frais : 10 F**

**LUTTE DE CLASSE DE NOVEMBRE (n° 42) EST PARUE**

**AU SOMMAIRE**

**HAITI APRÈS LE COUP D'ÉTAT**
Pendant que la diplomatie s'occupe d'Aristide, l'armée s'occupe des quartiers pauvres.

**ITALIE**
La scission du PC et de la Refondation communiste.

**GUADELOUPE**
Après la scission au sein du Parti Communiste Guadeloupéen.

**Envoi contre 12 F en timbres.**

## Des orchidées pour mister Joxe

On n'a pas fini de la payer, cette guerre du Golfe. Plus on s'en éloigne dans le temps, et plus la facture s'allonge. La dernière en date, présentée par le gouvernement à la commission des Finances du Sénat, évalue les dépenses liées à la guerre à quelque 10,5 milliards de francs : il s'agit plus précisément de 6 milliards de francs de dépenses militaires supplémentaires et de 4,5 milliards de charges diverses, en particulier les indemnisations versées par la COFACE (la banque d'assurance du commerce extérieur) aux entreprises françaises auxquelles la guerre avec l'Irak a fait perdre des affaires. On ne parle évidemment pas des entreprises, parfois les mêmes, auxquelles la guerre a permis de faire de bonnes affaires.

Et ce n'est pas tout. Pierre Joxe annonce qu'il reste encore dans les tiroirs à factures de l'armée un *"important coût résiduel"* de dépenses non encore réglées, ainsi que de nouveaux frais dus aux autres interventions, au Tchad, au Zaïre ou ailleurs. En prévision du débat budgétaire au Parlement, le ministre des Armées a préparé ses munitions. D'autant que l'armée compte bien en profiter pour se faire offrir de nouveaux et coûteux joujoux.

*Orchidée*, c'était le nom que l'armée de terre avait donnée au projet de se faire payer, pour la modique somme de 7,5 milliards de francs, un petit bouquet d'une vingtaine d'hélicoptères porte-radar qui, volant à 3 000 mètres d'altitude, permettent dit-on de repérer chars ou camions dans un rayon de 150 km à la ronde. Restrictions budgétaires obligent, l'an dernier Bérégovoy avait tranché : pas d'*Orchidée* pour l'armée de terre.

Un prototype du fameux hélicoptère convoité (déjà construit, ce qui avait coûté 1 milliard de francs) avait néanmoins accompagné, à titre d'opération promotionnelle, la division Daguet dans le Golfe. Les militaires en ont profité pour repartir à l'assaut et le ministre pour leur promettre d'inscrire ça à son projet de budget 1992. *Orchidée* est rebaptisé plan *Horizon ;* les hélicoptères y seraient un peu moins chers que ceux prévus dans le plan précédant ; mais s'y rajouterait l'achat de quelques petits avions de reconnaissance miniature téléguidés, comme en ont déjà les généraux américains.

Aérospatiale, Matra, Intertechnique déjà préparent leurs cahiers de commandes, et le ministère des Finances les feuilles d'impôts.

**O.B.**

## Roi du Maroc et de Seine-et-Marne

Hassan II a de nombreux palais. Pas seulement dans toutes les villes du Maroc. Il s'est acheté en Seine-et-Marne le château d'Armainvilliers : 1 000 hectares sur 3 communes, des centaines de pièces, sans compter un ensemble médicalisé et des dépendances en tout genre.

Il faut bien que "Sa Majesté" puisse être à l'aise en France... si jamais le peuple marocain en avait marre de payer et décidait de se débarrasser de sa dictature.

## Moyen-Orient

La conférence de M

# LES POSITIONS D'ISRAËL ENTI

**Il n'y a pas eu de surprise à la conférence de Madrid sur le Moyen-Orient, car le fait que les délégations se soient parlé, même si cela fait l'essentiel des commentaires de la presse, n'en est tout de même pas une : c'est le propre d'une conférence.**

**Quant à ce qu'ont pu dire les délégations au cours des séances plénières, c'était aussi sans imprévu.**

C'est vrai en particulier des dirigeants israéliens. Leur seule vraie concession était, en fait, de participer à cette conférence voulue par les dirigeants américains et acceptée par leurs partenaires arabes. Mais sur le fond du problème israélo-arabe, les dirigeants israéliens ont répété en revanche que, pour eux, il ne peut être question de concessions territoriales, c'est-à-dire d'évacuer tout ou partie des territoires occupés.

On savait d'avance que ces trois jours de séances plénières inaugurales ne seraient que de pure forme, surtout à l'usage des opinions publiques américaine et arabe, à qui il s'agissait de fournir un peu de grand spectacle pour leur démontrer que, quand même, il y a bien «un processus de paix» en marche au Moyen-Orient. Israël n'avait d'ailleurs accepté de s'y prêter qu'à la condition que ce ne soit pas plus.

Quant aux négociations, s'il doit y en avoir, elles n'auront pas lieu dans ce cadre. Ce seront des rencontres bilatérales entre Israël et les Etats arabes ou la délégation «jordano-palestinienne», forme sous laquelle ont été acceptés les délégués ayant l'aval de l'OLP. Il y aura bien aussi des rencontres multilatérales, mais seulement sur des «grands sujets régionaux», comme les questions des ressources hydrauliques, des réfugiés ou du désarmement, pas sur le contentieux territorial.

Cela revient, pour Israël, à être reconnu indirectement par tous les Etats arabes, avant même d'avoir cédé quoi que ce soit.

Cela entérine aussi la disparition de tout front des Etats arabes, et celle de l'idée qu'il y a, pour les Etats arabes, un contentieux global – la politique israélienne de conquête. En revanche, Israël peut envisager d'établir un certain type de rapports avec la Jordanie, un autre type de rapports avec le Liban (où il continue à mener la guerre), voire avec la Syrie, tout comme il a dans le passé «normalisé» ses relations avec l'Egypte. Tout cela sans rien céder de ses appétits conquérants.

On l'a vu d'ailleurs au cours même de la conférence, qui s'est tenue alors qu'Israël poursuivait des opérations de bombardement sur le Sud-Liban et qu'une nouvelle colonie juive de peuplement était inaugurée sur le plateau du Golan, territoire syrien occupé. Les dirigeants israéliens n'ont imposé aucune concession à leurs propres jusqu'au-boutistes, tout en exigeant en revanche – et en obtenant – que les autres en fassent, à commencer par les Palestiniens.

Avec ceux-ci, il est maintenant question de l'établissement d'un *«gouvernement autonome intérimaire pour les Palestiniens des territoires»*, sans qu'il soit question pour autant d'une évacuation de l'armée israélienne. Là aussi, il s'agit d'un projet caressé de longue date par les dirigeants israéliens : établir officiellement une sorte de protectorat dans ces territoires, où l'armée israélienne garderait la haute main sur un pouvoir palestinien qui se chargerait, par exemple, des questions d'administration locale, et notamment de police. Ce qui serait nouveau serait surtout que l'OLP ou des notables palestiniens ayant son aval se prêtent à cette opération et, du coup, se chargent eux-mêmes, en tant que pouvoir «responsable», de convaincre les Palestiniens des territoires

*C'était hier : Imelda apeurée derrière Marcos, peu avant la chute de celui-ci...*

*... et Corazon Aquino rayonnante au milieu de son nouveau cabinet ministériel.*

## Philippines

# Le retour d'
# CORY, C

**Imelda Marcos, la veuve du dictateur déchu des Philippines, est de retour à Manille depuis le 4 novembre dernier. Il y a six ans, elle avait fui la colère populaire, à bord d'un hélicoptère américain. Aujourd'hui, elle doit répondre de 70 chefs d'accusation, parmi lesquels corruption et fraude fiscale (il y en aurait pour 5 milliards de dollars, détournés pendant les 20 ans de son règne...). Elle s'est pourtant payé le culot de revenir à Manille à grand tapage publicitaire et s'est même payé le luxe de parler des pauvres : *«Tant qu'il y aura un Philippin pauvre, la tâche d'Imelda ne sera pas terminée»* a-t-elle déclaré, en agitant une main ornée d'un diamant de la taille d'une noisette, et cela du haut d'un balcon de sa suite «impériale» de 60 chambres de l'hôtel Philippine-Plaza, à 2 000 dollars la journée. Et pour preuve de son esprit charitable, elle a annoncé qu'elle ferait vendre aux enchères, au profit des victimes de l'éruption du volcan Pinatubo, les 1 200 paires de chaussures qu'elle avait abandonnées dans sa fuite précipitée.**

**En fait si Imelda Marcos revient, c'est avec l'autorisation de Cory Aquino. Officiellement ce serait parce que les banques suisses, qui ont dans leurs coffres l'essentiel du magot volé par les Marcos au peuple philippin, n'acceptent pas de le rendre à l'Etat philippin ni à son gouvernement actuel tant que les tribunaux du pays n'auront pas condamné la famille Marcos. Ce qui ne saurait se faire en l'absence de l'accusée principale. En réalité, si Cory Aquino autorise, bon gré mal gré, Imelda Marcos, inculpée mais libre, à revenir à Manille, ce n'est pas sans calculs politiciens.**

**Cory Aquino, baptisée en son temps «la madone de la démocratie» par les puissances occidentales, bénéficiait du soutien d'une partie de l'armée et de l'impérialisme américain lors de sa venue au pouvoir à la faveur du renversement de Marcos. Elle avait aussi soulevé une vague d'espoirs et pas mal d'illusions dans la population pauvre du pays, à qui elle avait fait miroiter la possibilité d'un régime plus démocratique et plus juste.**

**Depuis, presque 6 ans ont passé. Les grandes familles, les clans de riches propriétaires, l'armée, qui un temps ont**

# 'RINÉES ?

e mettre fin à l'Intifada.
Dans l'actuel rapport de
orces militaire au Moyen-
rient, les dirigeants pales-
niens sont peut-être prêts
cela, faute de mieux. De
ême que les dirigeants
rdaniens et libanais sont
eut-être prêts, eux aussi, à
ntériner des accords avec
raël qui reviendraient à
ntériner le droit d'inter-
ention permanent qu'il
est arrogé au Liban
otamment.

Les dirigeants syriens,
ux, se sont distingués par
ur langage plus dur à
égard d'Israël. Leur but
ait sans doute d'abord
olitique : affirmer aux
eux de l'ensemble du
onde arabe une image
intransigeance à l'égard
Israël.

On voit en tout cas ce qui pourrait se dessiner au bout du processus ouvert par cette conférence de Madrid, si toutefois il en sort autre chose que des discours : la reconnaissance d'Israël comme une sorte de puissance régionale, elle-même relais de l'impérialisme américain, tenant les territoires palestiniens sous son protectorat direct et la Jordanie et le Liban, par exemple, sous un protectorat à peine moins voilé. C'est peut-être ce qu'on appellera un jour «la paix» au Moyen-Orient, ou le «nouvel ordre» local, mais il serait étonnant que ce soit autre chose qu'un intervalle entre deux guerres.

**André FRYS**

# Espagne

## DANS LES ASTURIES, LA GRÈVE CONTRE LA "RESTRUCTURATION"

(Arc.)

**Le 23 octobre dernier la région des Asturies, au nord de l'Espagne, a connu une grève générale massive contre les projets de reconversion industrielle du gouvernement.**

**Toute la région s'est arrêtée. Non seulement les salariés, en tête les mineurs et les ouvriers de la sidérurgie, premiers menacés par ces plans, mais aussi les commerçants, les artisans, des paysans. Jusqu'aux footballeurs qui ont reporté d'un jour leur match de championnat et à certains curés qui n'ont pas dit la messe ce jour-là. La grève avait été appelée par les syndicats majoritaires, Commissions Ouvrières et UGT, avec le soutien des partis politiques – sauf du Parti Socialiste Espagnol, évidemment – y compris d'un parti «centriste», le CDS.**

Au lendemain de cette grève, tous, dirigeants syndicalistes, politiques et journalistes, se félicitaient de cette unanimité et du fait qu'on n'avait eu à déplorer aucune violence significative. Le secrétaire général du PCE, Julio Anguita, s'est réjoui *«du niveau de conscience démontré par les Asturiens, de la profondeur de la grève, à un point tel que même les oiseaux se sont tus»*.

Une énorme «minute» de silence étendue sur 24 heures à toute une région, voilà le caractère que les organisateurs ont voulu donner à cette grève.

Felipe Gonzalez, chef du gouvernement de PSOE, ne s'y est pas trompé. Commentant le lendemain cette journée de grève, il a déclaré : *«Ce qui me préoccupe, c'est l'avenir de la région, et non une petite bataille de plus ou de moins»*.

*«L'avenir de la région»*, il s'en occupe effectivement, puisque c'est son gouvernement qui a mis au point le plan de reconversion. Ce plan prévoit dans un proche avenir la suppression de 6 000 emplois sur 18 000 dans les mines de la compagnie d'Etat Hunosa, dans la région d'Oviedo, et 3 000 autres emplois dans les usines sidérurgiques du trust d'Etat Ensidesa, dans la région de Gijon.

D'après les syndicats, ce sont, avec les sous-traitances et les entreprises liées à la mine et à la sidérurgie, de 40 000 à 60 000 emplois qui sont menacés, dans une région qui compte déjà 70 000 chômeurs, 16 % de la population active.

La reconversion des grandes industries des Asturies, et notamment des mines, avait été longtemps retardée par le gouvernement pour des raisons politiques. Les mineurs des Asturies ont mené sous Franco, et depuis, des grèves souvent victorieuses, toujours massives et déterminées. Dans leurs nombreux affrontements avec la police et la Garde Civile, le terrain ne restait pas toujours aux «forces de l'ordre». La ville, plutôt bourgeoise, d'Oviedo a souvent connu l'irruption massive et peu pacifique de milliers de mineurs venus des vallées environnantes.

Cette fois le gouvernement s'est décidé, sachant qu'il n'avait pas grand-chose à craindre du côté des organisations syndicales. Depuis la grève générale du 14 décembre 1989 qui avait paralysé tout le pays, les syndicats n'ont rien fait pour s'opposer sérieusement à la politique d'austérité du gouvernement. Et aux Asturies ils ont tout fait pour éviter de donner à la grève un caractère explosif et contagieux.

Au niveau des revendications, ils acceptent d'emblée la «nécessité de la reconversion». Ils demandent un «plan de réindustrialisation». Ils entrent dans le jeu du gouvernement, qui compte licencier d'abord et «voir ensuite ce qu'il pourra faire». Ils n'ont rien à répondre à ce mineur qui commentait : *«Une fois qu'on sera virés de la mine, qui se préoccupera de nous ?»*

Les directions syndicales ont donné à la grève un caractère d'unanimité sous le signe de «l'unité nationale». La banderole de tête de la manifestation d'Oviedo portait comme seul slogan *«Pour les Asturies»*, et on y a fait chanter l'hymne *Asturies, patrie chérie.* Pas étonnant dans ces conditions que certains secteurs du patronat local, des curés et des politiciens de droite se soient retrouvés dans le cortège.

Les syndicats parlent d'une prochaine journée de grève, cette foie étendue à toute la côte nord de l'Espagne, où d'autres problèmes de reconversion se posent. Mais dans le même esprit : plutôt qu'une lutte qui s'étend, une lutte qui se dilue.

La colère et l'indignation ouvrière pourraient pourtant trouver d'autres perspectives de lutte, sur une autre politique. Les forces ouvrières existent. Les journaux ont signalé que plus de 5 000 travailleurs avaient participé aux premières heures de la matinée aux piquets de grève dans la région d'Oviedo. Un courant d'opposition syndicale, animé par des militants d'extrême-gauche, a rassemblé à Gijon 2 000 à 3 000 travailleurs. Mais de cette force militante ne s'est pas encore dégagée une direction capable de proposer aux mineurs et aux sidérurgistes une politique offensive.

A un journaliste qui lui demandait si les mineurs asturiens ne risquaient pas un jour de venir menacer directement le gouvernement, comme l'ont fait les mineurs roumains, Gutierrez, le leader national des Commissions Ouvrières, a répondu, un peu troublé : *«Non, les mineurs asturiens savent se comporter pacifiquement»*.

Il est vraiment à souhaiter que les ouvriers asturiens démontent ces propos et fassent regretter à Gonzalez et aux bureaucrates d'avoir chanté victoire trop tôt.

# nelda Marcos
# 'EST FINI ?

**oisi d'appuyer ou ont nt de céder devant Cory uino, ont eu tout loisir redresser la tête.**

**En six ans, Cory Aquino, i est aussi la représente d'une des familles plus riches du pays, n'a s réalisé la réforme raire promise. Elle n'a s touché à la toutessance des grands proétaires de plantations i, aidés de leurs armées vées, maintiennent en asi-servage des centais de milliers de paysans ns terre. A Manille me, 4 millions de pauen sont réduits à iller les monceaux d'orres de la ville pour y uver de quoi subsister. selon Amnesty Internanal, la répression, les adrons de la mort, les estations de militants ndicalistes, d'oppots politiques font plus de victimes aujourd'hui qu'il n'y en avait sous le régime dictatorial de Marcos.**

**Alors, aujourd'hui Imelda Marcos peut revenir : elle a le soutien de politiciens de droite ou d'extrême-droite et de représentants des grandes familles. C'est le cas avec Salvador Laurel, actuel vice-président de la République, qui fut opposant à Marcos et est actuellement opposant de Cory Aquino, et qui est venu apporter sa caution à la veuve Marcos qu'il a accueillie à sa descente d'avion. Mais on peut dire que c'est Cory Aquino et sa politique qui lui ont ouvert la voie.**

C. B.

# Avec "Exo-Jeunes", le chômage continuera à bien se porter, ET LES PATRONS ENCORE MIEUX !

**C'est à grand renfort de publicité sur les ondes que le gouvernement met en place son plan nommé "exo-jeunes", destiné à permettre aux patrons qui embauchent des jeunes non qualifiés, d'être exonérés de charges sociales ; à 100 % pendant la première année et 50 % pour les six mois suivants. Cette mesure, qui pourrait coûter des milliards à l'Etat, permettra aux patrons d'avoir de la main-d'œuvre à près de 30 % moins cher la première année. Et ils trouvent cela intéressant, de rajeunir ainsi leur personnel en arrondissant leurs profits.**

Il apparaît que le gouvernement et le ministère du Travail, par sa représentante Martine Aubry, ne se contentent pas d'ouvrir cette nouvelle possibilité aux employeurs. Ils ont décidé parallèlement de prendre des mesures permettant de rabattre plus efficacement de la "chair fraîche et bon marché" vers les entreprises. Dans un article du journal *Le Monde* du 2 novembre, intitulé *"Inciter les jeunes au travail"*, on lisait que *"plusieurs formules de soutien viennent d'être officiellement supprimées ou sensiblement modifiées"*. Parmi celles-ci, l'article faisait état du souhait de Mme Aubry de supprimer les allocations d'insertion aux "primo-demandeurs d'emplois", c'est-à-dire les 1 300 F versés pendant trois ou six mois aux jeunes, sous condition de diplômes, qui viennent de sortir du système scolaire ou de l'armée, en attendant de trouver un poste à leur niveau. Ils étaient 40 000 sur une année à profiter de cette disposition qui existe depuis 1984.

Autre disposition à laquelle il est mis fin : l'allocation d'insertion versée aux femmes isolées qui, à la recherche d'un emploi après une interruption, percevaient environ 2 500 F par mois. Les femmes de plus de 25 ans ainsi que celles qui ont un enfant seront orientées vers le RMI, les autres seront disponibles de suite pour le marché du travail. Et l'Etat économisera à ce titre 1,4 milliard de francs.

Quant aux jeunes de 16 à 18 ans qui entraient dans la "vie active" par l'intermédiaire des "CES" (contrats emploi-solidarité, qui ont remplacé les "TUC"), rémunérés sur la base du SMIC pour un mi-temps, ils n'auront désormais plus droit à ce sous-salaire, cette possiblité ne leur sera plus ouverte. Ils seront ainsi priés de ne pas quitter l'école et de ne plus encombrer les listes de demandeurs d'emplois. Il leur restera le droit après 18 ans, si cette mesure récente subsiste encore, de signer un "CLO" (contrats locaux d'orientation), qui, pour une durée de trois à six mois, leur permettra pour un plein temps de toucher 65 % du SMIC, en se faisant exploiter par un patron qui, de surcroît, sera exonéré de charges sociales.

Madame Aubry peut bien se vanter auprès des patrons qui réclament un "SMIC jeunes" que 75 % des jeunes sont déjà actuellement recrutés au-dessous du SMIC. Elle peut bien avec son plan "exo-jeunes" leur faire de nouveaux cadeaux. Elle peut encore s'arranger pour éliminer des catégories entières des listes des demandeurs d'emplois. Ce n'est pas pour autant que le chômage va reculer. Mais il est vrai que tel n'est pas son but, ni celui du gouvernement socialiste, pour qui la seule devise reste : Servir les patrons, encore et toujours mieux, et les aider à tirer le meilleur parti de la crise et du chômage.

**Louis GUILBERT**

## Expulsés, sans-logis

# GREVE DE LA FAIM ET OCCUPATION DE TROTTOIR A PARIS

(LO)

(LO)

Pour la centaine de familles de sans-logis qui campent depuis près de quatre mois au Quai de la Gare, à Paris, un début de règlement semble en vue, bien qu'on soit encore loin du compte.

Mais pendant ce temps les expulsions n'ont pas cessé, et de nouvelles familles se sont retrouvées à la rue. Certaines d'entre elles, qui ont pourtant des ressources suffisantes pour payer un loyer, qui ont fait des demandes de logement depuis des années, qui ont dû dormir parfois quelque temps dans des voitures ou dans le métro, en ont eu assez et ont décidé d'aller occuper l'entrée de la *"Direction de la Construction du Logement"*, en plein centre de Paris au métro Arts-et-Métiers. Et cinq femmes et un homme (qui représentent six familles) y ont entrepris une grève de la faim depuis le mardi 29 octobre.

Les CRS les ont alors chassés de l'entrée, et les ont empêchés d'installer des matelas. Les six grévistes de la faim dorment donc sur le sol, protégés par quelques minces bâches et des couvertures. Et cela fait des jours que ça dure, malgré le vent et la pluie qui trempe tout le monde. L'une des femmes a dû être hospitalisée.

Les gens du quartier sont intervenus pour aider les protestataires : les gosses ont été recueillis ici ou là, et les voisins apportent, non pas de la nourriture, mais du thé chaud. Plusieurs associations et partis soutiennent ceux qui en sont réduits à occuper un coin de trottoir pour réclamer le droit de se loger.

Mais les autorités municipales, comme elles le font toujours, disent non et refusent même de discuter. Seulement, devant les scandales à répétitions de ces expulsés qui s'installent sur la voie publique, les autorités ont déjà été à plusieurs reprises bien forcées de céder... Les grévistes de la faim les ont prévenues : *"Nous resterons ici le temps qu'il faudra, et si l'on nous chasse, nous irons ailleurs."*



## Michelin

## Clermond-Ferrand

# DES MÉTHODES DE CHOC POUR LICENCIER

Le cinquième plan des licenciements bat son plein et maintenant Michelin ne prend plus de gants pour licencier. Il vient de se débarrasser de près de 200 travailleurs de façon si expéditive que cela a choqué beaucoup de monde.

Il s'agit de 115 employés, en majorité des femmes, et de 74 techniciens et agents de maîtrise, de moins de 50 ans qui travaillaient surtout aux Carmes (siège social et administratif avec environ 5 000 personnes.) et à Laboux, centre d'essais et de recherches et laboratoire.

Michelin a frappé fort et a créé l'effet de surprise en licenciant des travailleurs qui ne s'y attendaient pas du tout. Pour certains, la direction les avait même envoyés auparavant en stage de perfectionnement en anglais ou en informatique, de sorte qu'ils ne pensaient pas du tout être dans la "charrette".

Ce qui a choqué aussi, ce fut de voir Michelin ordonner à certains cadres et agents de maîtrise, d'arrêter les travailleurs concernés au fur et à mesure de leur arrivée à l'usine pour les amener dans le bureau du grand chef de service. Là on leur lisait la lettre de licenciement et, sans le moindre répit, on appelait les gardes pour les reconduire à la porte de l'usine, les poussant quasiment dans des taxis affrêtés par Michelin, pour une réexpédition à domicile comme si c'étaient de simples colis postaux.

En fait, pour aller aussi vite en besogne la direction craignait des réactions, allant jusqu'à empêcher les travailleurs de récupérer leurs affaires et surtout de revoir leurs collègues de travail.

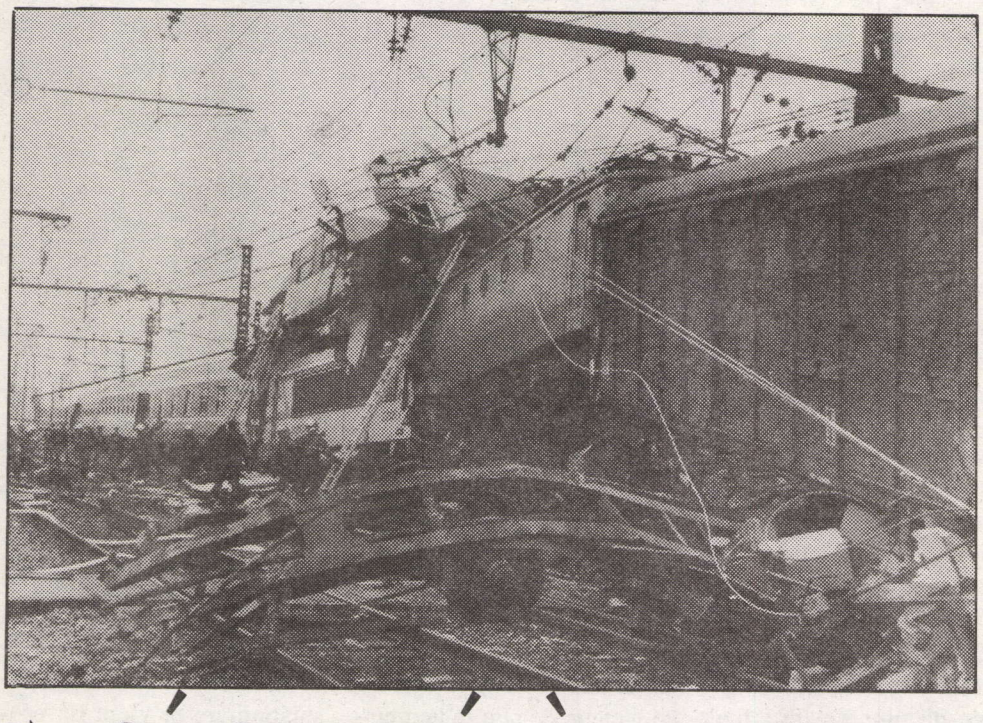
Un représentant de la direction a même osé déclarer aux journalistes : *"Ces salariés doivent se sentir totalement libres et pas tenus d'être sur les lieux de travail"*. Quel cynisme dans cette façon de dire *"bon débarras !"*

Quant à la "liberté" de ces nouveaux licenciés, elles consistera à rester chez eux sans travail. Au bout des 2 mois réglementaires de préavis, ils n'auront plus qu'à s'inscrire à des stages dits de "reconversion", dont on connaît bien les résultats à la sortie.

Le cinquième plan signifie 2 400 emplois de moins à Clermont-Ferrand ; et des conditions de travail qui s'aggravent pour ceux qui restent. Sur la façon dont Michelin compte s'y prendre, les travailleurs sont désormais avertis.

**Correspondant LO**

## Après la catastrophe de Melun



AFP

# INSÉCURITÉ À LA SNCF : LA RANÇON DU PROFIT

**Le problème de la sécurité au chemin de fer a été reposé de façon dramatique il y a quelques semaines, avec l'accident de la gare de Melun, où la collision d'un train de voyageurs et d'un train de marchandises a fait 16 morts et plusieurs dizaines de blessés. On ne sait toujours pas à ce jour ce qui a pu réellement provoquer cette dernière catastrophe : erreur du conducteur, défaillance de la signalisation, défaillance du système de frein, ou autre cause encore.**

Deux séries d'accidents avaient marqué l'opinion : en 1985 (Flaujac 32 morts, Argenton-sur-Creuse 43 morts) et en 1988 (Gare de Lyon 56 morts, Gare de l'Est 1 mort, Ay 9 morts). A l'époque, des commissions d'enquête avaient été mises sur pied, un Rapport des "sages" publié. Il indique clairement qu'on ne peut aller beaucoup plus loin aujourd'hui pour améliorer la fiabilité des comportements humains. Par contre, souligne ce rapport, *"la fiabilité des équipements est de l'ordre de 10 000 fois supérieure à celle de l'homme"*.

Dans le cas de Melun, cela s'est révélé exact, quelle que soit la cause de l'accident. Un moyen existe, qui aurait pu automatiquement calculer la vitesse du train avant son arrivée sur l'intersection et déclencher à temps le freinage : c'est le contrôle de vitesse par balise (KVB dans le jargon SNCF). Mais le KVB ne devait être installé à cet endroit que dans un an. Il n'est pour l'heure installé que sur une portion très restreinte du réseau, et son installation générale a été programmée sur une durée de 5 ans.

En fait, il existe deux sortes d'attitudes face au problème de la sécurité à la SNCF. L'une concerne le TGV : elle a consisté à prendre d'emblée le problème totalement en charge, à décider de faire les études et de mettre en place les systèmes correspondant aux performances du matériel. Le résultat est que, depuis la mise en service du TGV, et malgré un trafic sans cesse accru, on n'a à déplorer que des incidents mineurs.

Par contre, pour le reste du réseau, la sécurité est un véritable emplâtre sur une jambe de bois. Une catastrophe se produit à cause d'un passage à niveau ? On décide de débloquer un budget qui permet d'en supprimer un peu plus d'une centaine par an, alors qu'il y en a 20 000 ! On découvre (c'était le cas de Gare de l'Est) que la traction continue de pousser la locomotive même en cas de freinage d'urgence ? On débloque quelques millions pour revoir ce dispositif, et là encore le programme est étalé sur 5 ans.

On étale ainsi les dépenses au maximum. On ne remet surtout pas en cause l'ensemble des conditions qui ont abouti à la catastrophe, alors qu'il y a toujours des causes multiples. On essaie encore moins d'anticiper, de prendre en cause le problème au départ, comme on a su le faire sur le TGV, où le problème est pourtant bien plus compliqué.

Le résultat est qu'on garde en gros un système basé sur une signalisation qui a été conçue du temps de la vapeur, et dont le principe n'a pas varié avec l'électrification. Mais les circulations de trains se sont considérablement multipliées à certains endroits du réseau, et presque partout les vitesses ont augmenté, pas seulement sur le TGV. La CGT donne le chiffre de 1 800 incidents ou accidents annuels, qui vont de la panne au déraillement, en 1990.

### Les aiguillages de l'argent

Evidemment, on peut se dire que revoir les sécurités coûterait cher et qu'il est peut-être normal que la SNCF fasse ce qu'elle peut, bon an mal an, en étalant les dépenses et en essayant de parer au plus pressé. Et la SNCF elle-même le dit à qui veut l'entendre. Elle avance le chiffre de 1,2 milliard (qu'elle a décidé de consacrer à la sécurité) sur 5 ans (la durée de l'actuel Contrat de Plan entre l'Etat et l'entreprise). Et en plus, visiblement, elle cherche à gonfler le chiffre puisqu'elle y englobe la réalisation de prolongements de lignes (comme l'interconnexion de la ligne D du RER avec la banlieue Sud-Est).

Mais ce qui est choquant, c'est que, depuis que ce programme concernant la sécurité a été défini en 1989 et présenté comme un gros effort financier, il s'est trouvé une autre décision pour laquelle on a trouvé des milliards par dizaines et, semble-t-il, sans gros problème : la construction de tout un réseau de nouvelles lignes à grande vitesse, dont le montant, toujours pour cette période de 5 ans, est de l'ordre de 50 milliards de francs. Le programme de sécurité, lui, n'a pas augmenté d'un seul centime ! Ne fallait-il pas se poser au moins la question de retarder de quelques mois la construction d'une ligne nouvelle, plutôt que de laisser retarder la sécurité de plusieurs années sur le réseau déjà existant ?

C'est que le TGV est une fabuleuse source de profits, bien plus massifs que quelques signaux de plus, et pas seulement pour Alsthom qui fabrique les rames et qui se trouve en situation de monopole. Les "gros" des travaux publics, comme Bouygues, récupèrent en moyenne deux fois le chiffre d'affaires des constructeurs de matériel ferroviaire. Enfin, les recordmen des profits dans l'opération sont les banquiers auxquels la SNCF doit emprunter... pour payer les autres, moyennant intérêts sonnants et trébuchants : ces intérêts se montent pour l'ensemble des investissements en cours à 12 milliards de francs l'an aujourd'hui.

Alors, l'incapacité de la SNCF à s'attaquer sérieusement au problème de la sécurité illustre une chose : le poids des Crédit Lyonnais, Indosuez et Alsthom pèse bien plus dans les choix qui sont faits que celui des associations d'usagers ou des organisations syndicales, qui protestent régulièrement contre ces choix.

Le Rapport des "sages" sur la sécurité le reconnaissait pudiquement : *"On ne peut demander à la SNCF de résoudre seule cette contradiction économique (...) : les investissements de sécurité n'ont pour l'entreprise qu'une rentabilité en général faible, voire nulle"*.

Tout est là : la société capitaliste ne sait raisonner qu'en termes de rentabilité, au lieu de voir l'utilité sociale (et donc la sécurité) dans son ensemble. Un raisonnement scandaleux, où un besoin social évident ne peut pas être pris sérieusement en compte, parce qu'il ne rapporte pas assez de profits ou qu'il rogne sur le profits de quelques-uns.

**Hervé MARTIN**

### Dégradation publique

*Les cheminots d'un côté, les usagers de l'autre font les frais de la politique d'économies du gouvernement et de la SNCF. Il y a les baisses d'effectifs régulièrement dénoncées (5 000 en moyenne par an). Il y a aussi la hausse continue du coût de transport. Les statistiques de la SNCF font état d'un doublement des recettes voyageurs ces dix dernières années en francs constants ; alors que le trafic correspondant n'a augmenté que de 17 %.*

*Les mêmes statistiques indiquent des signes de dégradation du service : dans le même temps, le pourcentage des trains en retard ne cesse d'augmenter (5,6 % au lieu de 3,6 % sur le réseau grandes lignes). Même sans statistiques, on s'en était aperçu...*

**H. M.**

### Le point de vue des cheminots

Quatre heures environ après l'accident de Melun, le PDG de la SNCF, Fournier, est arrivé sur place et a commencé par déclarer à la radio et à la télé que le "carré" (le feu rouge) avait été franchi. Un délégué lui a alors fait observer, en substance : "Le conducteur est à quelques mètres de là, mort. Vous ne savez pas ce qui s'est passé, mais vous l'accusez." Fournier est alors devenu tout pâle, et a prononcé ces paroles, reprises par les médias : *"Mais bien entèndu la SNCF porte la pleine et entière responsabilité de l'accident"*.

Trois semaines après la catastrophe, les langues de beaucoup de cheminots commencent à se délier, et bien des questions se posent ouvertement.

Ainsi le train de marchandises qui venait de Villeneuve-Saint-Georges n'avait subi qu'un essai de freins dit "de raccordement", c'est-à-dire ne portant que sur la locomotive et le premier wagon. Les cheminots pensent qu'il faudrait faire des essais de freins sur toute la longueur du train. Mais évidemment, cela nécessiterait plus de temps, donc de personnel.

D'autre part, le train n'avait pas été "visité", c'est-à-dire qu'on n'avait pas vérifié tous les organes de sécurité, comme cela se faisait systématiquement il y a quelques années. Mais la SNCF supprime de plus en plus la "filière visiteurs".

Ajoutons qu'il existe une porte qui permet l'accès au couloir reliant l'avant et l'arrière de la locomotive (les machines sont réversibles). Mais cette porte, dans la locomotive du train de marchandises, était coincée. D'ailleurs un autre conducteur avait même refusé, quelque temps avant, de monter sur cette machine pour cette raison. Le conducteur du Nice-Paris a pu se réfugier, au dernier moment, dans le couloir en question, ce qui lui a sauvé la vie. Si celui du train de marchandises avait voulu en faire autant, il n'aurait même pas pu !

Enfin, il existe une boîte de très forts pétards qui sont censés exploser pour attirer l'attention du conducteur, en cas de "carré" franchi. Aucun pétard n'a explosé à Melun. Soit parce que les pétards étaient hors d'usage, soit parce que le signal n'était pas au rouge, contrairement à ce qui a été dit.

Alors, beaucoup de cheminots pensent que l'affaire finira par être étouffée et que la SNCF s'arrangera pour faire porter la responsabilité sur le conducteur qui a été tué.

**Correspondant LO**

## CMB-Carnaud (Laon)

# LES SAISONNIERS SE REBIFFENT

**Le marché de Laon a connu une agitation inhabituelle, samedi 2 novembre : une bonne vingtaine de travailleurs saisonniers de l'usine Carnaud s'y sont retrouvés pour faire connaître leur situation à la population.**

**Dans l'opinion extérieure, CMB (le nouveau nom de Carnaud depuis sa fusion avec le groupe anglais Metal Box) passe plutôt pour une entreprise sociale. Mais ceux qui y travaillent savent bien que la direction emploie depuis des années, dans des conditions de légalité douteuse, des travailleurs qu'elle catalogue "saisonniers".**

*Des boîtiers aérosols fabriqués par Carnaud.* (Arc.)

Le travail saisonnier a été instauré dans le passé sous le vague prétexte que les boîtes de conserve produites à Laon servaient à emballer des légumes. En réalité, cela a surtout permis à la direction de payer les saisonniers moins que les autres (1000 F de moins en moyenne) et, en les maintenant dans la précarité, de pouvoir plus de permettre de faire pression sur eux. Depuis plus de 12 ans, toute l'embauche définitive était remplacée par l'emploi de saisonniers : il y avait plus de 150 d'entre eux à l'usine en octobre, pour moins de 500 ouvriers permanents. Une "saison" qui dure couramment 11 mois par an !

Les saisonniers étaient payés moins que les autres, pour travailler plus. La plupart ne pouvaient pas prendre de congés d'été. Cette année, certains avaient demandé 15 jours : ils ont été rappelés au bout d'une semaine au téléphone. Pour le travail du samedi, aux permanents on dit : "Est-ce que tu veux travailler ?" A eux, c'était : "Tu travailles samedi". Il n'y avait pas à discuter. Certains totalisent 12 ou 14 ans d'ancienneté comme saisonnier dans l'usine. Ils se considèrent comme faisant partie de l'entreprise.

La direction elle-même faisait comme si, à bien des égards. Ainsi elle a eu le culot de proposer des actions aux saisonniers, dans le cadre de son "actionnariat d'entreprise". Et récemment, le 1er juillet dernier, à l'occasion de la scission de l'usine en deux établissement séparés, le PDG leur envoyait, comme à tout le monde, une lettre leur souhaitant la bienvenue dans la nouvelle société et leur proposant de *"bâtir ensemble une entreprise différente"* !

Cette situation était supportée de plus en plus mal par les saisonniers. Mais personne ne bougeait, car la crainte de ne pas retrouver l'année suivante un emploi, certes mal payé et précaire mais sur lequel on comptait, pesait beaucoup.

Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est que la création de la nouvelle usine, annoncée avec tambours et trompettes par les élus locaux comme devant *"sauver 250 emplois à Laon"*, s'est accompagnée de la menace directe, pour 30 saisonniers de ce secteur, de perdre leur emploi. La direction dit qu'elle va prendre des intérimaires dans la nouvelle unité.

Il est vrai que le caractère saisonnier de la production d'aérosols n'aurait sans doute pas été admis !

Seulement quand, au bout de douze ans ou plus dans l'usine, aujourd'hui on dit à certains d'aller chercher ailleurs en intérim, cela ne passe pas.

Pour le moment, la direction a donné un contrat d'embauche définitive à 24 saisonniers et vient de promettre à 8 autres de les embaucher au début de l'an prochain.

Il reste un certain nombre de saisonniers des Aérosols à qui on n'a toujours rien proposé... et en tout environ 120 saisonniers qui se demandent quel sera leur sort les prochaines années.

Tous expriment de plus en plus nettement leur ras-le-bol de cette situation précaire. Ils ont commencé à se manifester, et ce n'est pas fini !

## Trailor (Lunéville)

# La suppression des "wagons" : LA LOCOMOTIVE DU RAS-LE-BOL ?

***A Lunéville, on appelle l'usine Trailor "les Wagons", car pendant longtemps l'essentiel de l'activité était la réparation et la fabrication de wagons de chemin de fer. Mais sur les 800 travailleurs de l'usine, il n'en reste plus aujourd'hui qu'une centaine affectés à l'atelier de Réparation SNCF, l'essentiel de la production étant maintenant la fabrication de semi-remorques.***

Fin octobre, on apprenait que le contrat qui liait Trailor et la SNCF pour la réparation de wagons n'était pas renouvelé, ce qui implique la fermeture de l'atelier pour 1992.

La direction affirme que la décision de la SNCF est "une surprise". En fait, la direction demandait à la SNCF une hausse de 21 % de ses prestations, et la SNCF n'a pas retenu Trailor, qui ne tenait guère à garder ce marché. Trailor et la SESR (Société européenne de semi-remorques qui regroupe, outre Trailor, de nombreuses marques comme Fruehauf ou Benalu) n'ont que faire de ce secteur de réparation de voitures de chemin de fer.

Depuis plusieurs années, les constructeurs se sont regroupés et ont tendance à spécialiser chaque usine dans une production particulière. A Lunéville, la direction a ainsi investi pour créer une nouvelle chaîne de fabrication qui fournira un châssis standard de semi-remorques ; ailleurs se feront les essieux, les fourgons ou les bennes.

Alors la direction brade ce qui ne rentre pas dans ses calculs, même si c'est "rentable" ; et d'après la direction le secteur Réparation l'était.

Quoi qu'il en soit, ce choix va se traduire par des suppressions d'emplois. Cela n'est pas resté sans réaction. Il y a eu des débrayages, des prises de parole dans les ateliers, et une importante manifestation appelée par la CGT dans les rues de Lunéville, le 30 octobre, qui a réuni plus de 300 travailleurs. Car nous ne nous contentons pas qu'on nous dise qu'il n'y aura pas de licenciements secs, seulement des pré-retraites (une quarantaine de FNE) et le non-renouvellement des contrats des intérimaires ou CDD (il y en a 80 à l'usine actuellement). C'est plus de 120 emplois que Trailor compte supprimer, après en avoir liquidé plusieurs centaines (nous étions 1400 il y a quinze ans), dans la perspective de ramener les effectifs à 500 ou 600 travailleurs à Lunéville.

Tout cela pour faire plus de profits, alors que les dividendes versés aux actionnaires ont grimpé en flèche ces dernières années : plus 250 % en 1989 et plus 15 % en 1990 !

Les salaires, eux, sont toujours à la traîne. Alors, ces suppressions d'emplois seront peut-être la goutte d'eau qui fera déborder le vase, d'autant plus que le carnet de commandes de semi-remorques est plein à craquer.

**Correspondant LO**

# 6e SEMAINE DE GRÈVE POUR LES NETTOYEURS À LA TOUR EDF D'ISSY-LES-MOULINEAUX

**Les salariés de la SIES, une société de nettoyage travaillant pour EDF-GDF dans la tour d'Issy-les-Moulineaux, en sont maintenant à leur 6ème semaine de grève, grève provoquée par l'annonce de 3 mutations sur d'autres chantiers, le vendredi 27 pour le lundi 30 septembre.**

**Derrière cette mesure, il y a la volonté d'EDF de modifier les horaires du ménage. Actuellement, les nettoyeurs font 7h80 dans leur journée, réparties pour la plupart de la façon suivante : de 6h à 10h30 le matin et de 16h à 19h30 le soir. EDF voudrait que le ménage se fasse en dehors des horaires des agents EDF, c'est-à-dire avant 8h30 le matin et après 17h le soir, le prétexte invoqué étant que cela gêne le travail des salariés de l'EDF. Ceci a bien sûr été très vite dénoncé par une pétition ayant recueilli 850 signatures (sur environ 1200 personnes travaillant dans la tour), assurant que le ménage ne les gênait pas.**

**Ces 3 mutations ne sont qu'un prélude à d'autres mutations qui toucheraient peu à peu l'ensemble des 31 travailleurs de la SIES. Il serait ensuite plus facile pour le patron de licencier arbitrairement les nettoyeurs, ainsi dispersés et isolés, et de réembaucher sur le site d'autres salariés qui ne feraient que 6h, voire 3h de ménage dans la journée, payés en conséquence, sans les divers "avantages", tel le 13ème mois, qu'ont les salariés de la SIES actuellement.**

**A terme, cela permettrait à EDF de réduire encore la note du nettoyage et de se débarrasser ainsi d'un groupe de travailleurs syndiqué à 100 % et combatif (la dernière grève, il y a un an et demi, avait duré un mois).**

**Après 5 semaines et demie de grève à ce jour, les grévistes se heurtent à l'inflexibilité de l'EDF. Mais ils connaissent l'enjeu de la bagarre et sont déterminés à ne pas céder.**

**Correspondant LO**

## Hôpitaux

# ENCORE DANS LA RUE LE 7 !

(LO)

*Rassemblement-débrayage devant Robert-Debré.*

***Après une semaine creuse marquée par les vacances scolaires de la Toussaint, il se confirme que les infirmières ne s'estiment pas du tout satisfaites par les propositions de Durieux. L'association Coordination Nationale Infirmières (CNI) poursuit ses efforts de mobilisation, relayée par les syndicats et par les noyaux de gens actifs qui, dans chaque hôpital, continuent à se retrouver en AG, à tenir parfois des piquets de grève symboliques dans les halls, au milieu des banderoles intactes. Néanmoins, les services ont retrouvé un fonctionnement presque normal.***

***Parmi les autres catégories, un certain nombre de personnes expriment toujours leur mécontentement et veulent mettre en avant leurs propres revendications. Là où des assemblées par catégories sont organisées, elles attirent un nombre non négligeable d'agents. Pour le jeudi 7 novembre, le Collectif inter-hôpitaux, émanation des syndicats, appelle à une manifestation qui rejoindra le rassemblement de la CNI devant le ministère de la Santé.***

## A la Pitié-Salpétrière

Les assemblées quotidiennes appelées par les syndicats continuent, mais on est descendu au-dessous de la barre de la centaine de participants. Aux yeux de tous, les dernières propositions de Durieux ne méritent même pas d'être discutées. Cependant, même dans les services les plus mobilisés, on revient peu à peu au service normal. Dans les blocs qui avaient reporté leurs programmes opératoires, il y a des pressions des médecins pour que tout soit fait. Les menaces de retrait de salaire font beaucoup discuter, surtout depuis la note du directeur exigeant que les surveillantes donnent précisément les noms des grévistes.

Par ailleurs, la CGT et le CRC convoquent des réunions par catégories. Plusieurs AG d'agents, aides-soignants et auxiliaires-puéricultrices ont rassemblé une quarantaine de personnes chaque fois, pour discuter des revendications spécifiques. Cette semaine, pour la première fois, les syndicats ont fait une réunion spécialement infirmière.

Dans l'hôpital, on discute de la manifestation du 7 novembre, mais moins que pour les précédentes.

**Correspondant LO**

## A Sainte-Anne

Pendant la semaine de vacances, les assemblées générales des syndicats ont continué à se tenir. Celle du lundi 4 réunissait une cinquantaine de participants, qui se sont donné comme objectif la manifestation du 7 novembre.

Les infirmières, seule catégorie qui, minoritairement sur l'hôpital, s'est déclarée en grève, reprennent petit à petit le travail. Leurs AG, qu'elles tiennent à part à l'initiative de sympathisants de la CNI, ne dépassent plus actuellement une trentaine de personnes.

Dans l'ensemble, les travailleurs intercatégoriels qui se sont retrouvés aux AG syndicales ont surtout débrayé ponctuellement pour les manifestations. Mais le ras-le-bol existe bel et bien et leur revendication principale demeure les 2 000 F d'augmentation mensuelle. Ceux qui ont participé aux AG et aux manifestations n'ont pas perdu le moral et ce qui se dit c'est : *"D'abord le 7, et puis l'avenir est devant nous !"*.

**Correspondant LO**

## A Saint-Antoine

Toute la semaine, des AG par catégories se sont tenues avec un certain succès, pour chiffrer les manques d'effectifs, établir des cahiers de revendications. De cinquante à cent personnes chaque fois y ont participé et exprimaient leur volonté de ne pas se laisser faire.

Mardi 5 novembre, une assemblée de toutes les catégories a rassemblé une centaine de personnes, surtout non-infirmières, qui ont voté un arrêt de travail quotidien d'une heure avec rassemblement dans le hall, à partir de mercredi 6, et d'aller à la manifestation du jeudi 7 novembre.

**Correspondant LO**

## CHU - ROUEN

# DÉBRAYAGES DES HOSPITALIERS POUR 2 000 F

Au CHU de Rouen, le mardi 29 octobre, le Comité de mobilisation du personnel hospitalier appelait à une assemblée, 140 personnes se sont réunies, nettement plus que lors des précédentes assemblées, qui n'avaient réuni que quelques dizaines de personnes. Un débrayage d'une heure pour le jeudi 31 a été décidé.

Le jeudi, on s'est retrouvé à 150 à manifester dans la cour. Les slogans étaient *"2 000 F pour tous"* et, comme à Renault-Cléon, *"on veut des sous"*. Devant la direction nous avons croisé le directeur, qui a pris notre motion en disant : *"Je vous donnerai une réponse plus tard"*, ce qui lui a valu la réplique : *"Ça tombe bien, on compte revenir pour la chercher"*.

Le lundi 4 novembre, l'assemblée était moins nombreuse, 70 personnes. Mais les présents, toujours déterminés, ont décidé d'un débrayage de 4 heures pour le jeudi 7, bien décidés à convaincre leurs collègues de venir et à contacter les autres hôpitaux de la région rouennaise en vue d'une manifestation à la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale.

A cette même assemblée, comme lors de la précédente, nous avons parlé de la grève de Renault-Cléon et un nouvel appel à se rendre aux portes de l'usine a été fait. Tous ceux qui à Charles-Nicolle se sont engagés dans le mouvement des hospitaliers se sentent solidaires de la lutte des ouvriers de Cléon, solidarité particulièrement appréciée par les femmes de grévistes de Renault qui travaillent au CHU.

**Correspondant LO**

## Peugeot Sochaux

# UN PATRON QUI A UN CŒUR DE MAIRE !

**Le journal régional *L'Est Républicain* vient de lancer un pavé dans la mare des politiciens locaux, en publiant une fiche de paye Automobiles Peugeot-Sochaux, datée de septembre 1991, dont le bénéficiaire est le maire RPR d'une petite ville voisine de Sochaux, de 3 600 habitants.**

**Le cocasse de l'affaire, c'est que le maire, M. Geney, anciennement petit cadre Peugeot, n'a plus mis les pieds à l'usine depuis... 1985.**

**Si l'on ajoute que Calvet, PDG bien connu de Peugeot SA, est venu récemment faire une petite visite de courtoisie à M. le sénateur-maire, RPR lui aussi, de Montbéliard, on voit que la direction Peugeot s'occupe particulièrement de la petite santé de certains élus locaux.**

**Mais revenons à la feuille de paye de 14 000 F brut mensuel. La direction Peugeot, priée gentiment de trouver une explication, a donné sa version officielle : *"A la suite d'élections municipales, nous avons convenu avec M. Geney d'une nouvelle mission d'études et de recherches pour le compte du Centre de production de Sochaux".***

**Là encore, l'histoire rebondit ! Car une semaine auparavant, donc avant la publication de la feuille de paye, un journaliste malicieux avait questionné le sieur Geney au sujet de ses revenus, et l'élu avait répondu qu'il n'était plus payé par Peugeot depuis... 1989 !**

**Explication, après coup, de l'intéressé : *"On m'a piégé ! Je suis un naïf honnête !"*.**

**Inutile de dire que la version des faits de la direction de l'usine et les déclarations piteuses de l'élu RPR ont fait plus que sourire une bonne partie de la population ouvrière de la région.**

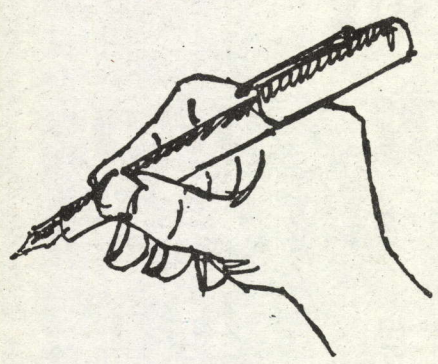
**On compte 90 maires et adjoints parmi le personnel des usines de Sochaux. Il est aisé d'imaginer qu'un certain nombre d'élus municipaux bien en cour bénéficient de faveurs spéciales, voire d'un financement direct sous forme de "missions".**

**Localement, les cadres de la direction et, dans leur sillage, toute une fraction de la hiérarchie participent et très souvent dirigent les associations sportives ou culturelles locales ainsi que des municipalités. Il est significatif que le maire de Montbéliard, lui-même ancien cadre Peugeot, se soit entouré de sept adjoints donc cinq sont des cadres de l'entreprise, et pas des moindres puisqu'il y a, entre autres, un ancien directeur de Peugeot-Sochaux.**

**Le jour où la presse locale publiait les "mises au point" du patron à propos de la vraie-fausse paye de M. Geney, on apprenait le licenciement - confirmé en Cour d'appel - de l'ouvrier qui avait emprunté un fer à souder de l'usine. Un licenciement jugé "conforme" au règlement intérieur Peugeot. Pas étonnant que beaucoup de travailleurs, en faisant le parallèle entre les deux affaires, disent tout haut : *"Ah, les salauds !"*.**

***Correspondant LO***

# On nous écrit



## Encore à propos de la manifestation du 17 octobre 1961

*Rafle de travailleurs algériens par la police.* (Arc.)

**Camarades,**

**Je viens de lire l'article de Roger Girardot *«A propos de la manifestation du 17 octobre 1961»*, du *LO* n° 1217. J'en suis assez scandalisé.**

**Tout l'article revient à justifier *«l'indifférence (voire l'hostilité)»* de la classe ouvrière française face à ce drame. Quoi ! L'attitude de cette classe ouvrière est due au racisme, et uniquement à cela, et il faudrait que les révolutionnaires la justifient ? Et si (quand ?) demain le même genre d'horreur revenait, l'attitude de la population, y compris ouvrière, serait-elle très différente ? Pas forcément, avec le climat ambiant. Et il faudrait, encore une fois, en accuser le PS, le PCF, et aussi... Le Pen ? Eh bien non ! Si la classe ouvrière a des préjugés racistes, c'est aussi de sa faute à elle. De la même façon que, si les intellectuels sont lâches et se taisent, c'est aussi leur faute. Les gens en général, et les prolétaires en particulier, sont capables de penser et de bouger, même sans les partis, même contre les partis, même avec très peu d'informations. D'ailleurs, on a les informations que l'on mérite. Et si on gueulait un peu contre le creux des médias, ceux-ci nous donneraient un peu moins de pub et un peu plus d'infos.**

**Je ne comprends pas l'auteur de l'article lorsqu'il va jusqu'à dire : *«On peut dire qu'objectivement la classe ouvrière n'a pas bronché en ces journées tragiques. Mais personne ne voulait qu'elle bouge»*. J'ai l'impression de plonger dans le misératisme. Il faut donc que quelqu'un veuille que la classe ouvrière bouge, pour qu'elle le fasse ? Elle n'est donc pas capable de le faire par elle-même ? Ben, mon coco, pour des révolutionnaires ! Non. Lorsque la classe ouvrière a un réflexe beau, généreux, il faut le dire car c'est important. Mais lorsqu'elle a un réflexe laid, ou même raciste, il faut le dire aussi. Car c'est aussi important.**

**Et la révolution, ça sera justement lorsque la classe ouvrière bougera, même et surtout lorsque personne ne voudra qu'elle bouge. Et ce jour-là, on chauffera les gamelles avec l'air même du temps, car les temps seront chauds.**

**Allez, hardi ; camarades, car nos cœurs sont rouges !**

***M. S.***
***Auteur-compositeur-interprète (94)***

***PS :* Je ne sais pas si vous voudrez bien passer ce courrier dans le journal ; mais au moins, *faites-le lire* chez les copains !**

---

Chacun a ses indignations. Nous, nous sommes scandalisés par l'attitude de ceux qui rendent la classe ouvrière responsable de tout.

L'absence de réaction de la classe ouvrière dans les événements d'octobre 1961 aurait été due au racisme ? C'est faux ! Une partie de la classe ouvrière était peut-être raciste, mais une grande partie ne l'était pas.

Par exemple, nous représentons un courant qui, durant toute cette période, était la seule organisation d'extrême-gauche à publier dans les grandes entreprises du pays une presse politique (sous la forme de simples feuilles ronéotées recto-verso). Ces feuilles reposant sur des camarades d'entreprise étaient distribuées par nos militants devant les portes et circulaient, souvent très largement, à l'intérieur des entreprises. Evidemment, nous traitions souvent de la guerre d'Algérie, en prenant parfois nos distances vis-à-vis de la politique du FLN, mais en défendant systématiquement le droit à l'indépendance du peuple algérien et son droit à se donner les dirigeants de son choix. Nous avons eu souvent des heurts avec les militants du PCF refusant de voir l'extrême-gauche s'exprimer auprès des travailleurs, mais jamais, au grand jamais, nous n'avons eu la moindre remarque, le moindre rejet de nos papiers, de la part d'un seul travailleur, sous prétexte que nous soutenions la lutte du peuple algérien. En pleine guerre ! Et cela aussi nous l'avons vécu, et pas lu dans les livres.

Et si une fraction de la classe ouvrière était raciste, une fraction non moins importante aurait pu soutenir les travailleurs algériens si le FLN, entre bien d'autres, avait eu une autre attitude.

De toute façon, les classes exploitées ne sont justement pas les plus cultivées et cela a toujours été ainsi. Par exemple, on pourrait dire aussi bien qu'une grande partie des Algériens sont ou ont été racistes, en ce qui concerne les Marocains par exemple, et vice versa. Mais il serait faux d'expliquer uniquement par cela leur attitude politique dans tel ou tel cas.

Que les *«gens en général»*, que *«les prolétaires en particulier»*, soient capables de penser ou de bouger même *«sans les partis»* ou même *«contre les partis»*, et même avec *«très peu d'informations»*, c'est parfois vrai. Mais cela ne veut pas dire qu'ils sont coupables lorsqu'ils ne le font pas.

Cela dit, dans ce cas précis, les travailleurs, dans leur grande majorité, ignoraient tout de ce qui se passait. Et cela aussi nous l'avons vécu au sein même de la classe ouvrière.

Alors quand tu dis *«qu'on a les informations que l'on mérite»*, demande-toi si cela ne te concerne pas aussi.

En l'occurrence, les partis, y compris le FLN, ne voulaient pas que la classe ouvrière bouge. Certes, ils auraient pu ne pas réussir, mais ils ont réussi. De la faute à la classe ouvrière ? Mais alors, ce serait aussi de la «faute» des travailleurs algériens s'ils subissent depuis 30 ans le régime du FLN. Que n'a-t-on entendu ce type de raisonnement sur la responsabilité collective d'une classe ou d'un peuple ! Si la classe ouvrière allemande, par exemple, a subi Hitler, serait-ce parce qu'elle l'avait bien voulu et le méritait et que les travailleurs allemands étaient plus racistes que les travailleurs français ?

Nous sommes des militants révolutionnaires justement parce que nous ne croyons pas que ce n'est que l'air du temps qui chauffera la gamelle de l'histoire.

Et lorsque nous sommes indignés, c'est par ceux qui se disent dans le camp du prolétariat et s'inventent un prolétariat mythique qui devrait, selon eux, être grand, beau, généreux, rempli de toutes les qualités, tableau qui leur permet de s'affirmer déçus par la classe ouvrière réelle à la première occasion.

La spontanéité existe, certes, mais bien souvent elle peut être paralysée et entravée par bien des facteurs... dont par exemple le culte de la spontanéité. Affirmer que, si les combattants algériens n'ont pas trouvé de soutien auprès de la classe ouvrière française, cela n'est dû qu'au racisme de cette dernière, c'est être complice d'un mensonge historique et nous le redirons, quel que soit le nombre de gens scandalisés par la vérité.

**Roger GIRARDOT**


**LUTTE OUVRIÈRE**
**(Union Communiste Internationaliste)**

**LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.**

**Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.**

**Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.**

**Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.**

**C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.**

Adresser
toute correspondance à :
**LUTTE OUVRIÈRE**
**B.P. 233**
**75865 PARIS CEDEX 18**
**FRANCE**

**La Société d'Editions de Lutte Ouvrière – B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970.**
**Gérant : Michel Rodinson.**
**Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.**
**Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.**
**Tirage : 17 000 exemplaires.**
**Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.**
**Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).**
**Commission paritaire des publications n° 64 995.**



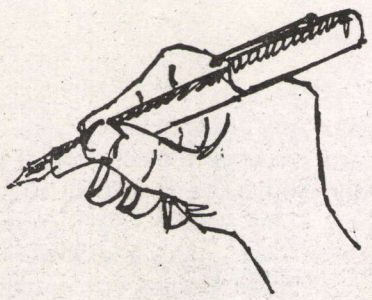
**ABONNEMENTS**

– **Lutte Ouvrière -** hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– **Lutte de Classe -** mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste :
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : • par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
• par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

# Dans notre courrier



## Comment expliquer la bureaucratisation de l'URSS ?

**«Chers camarades,**
**Sur la dernière brochure du Cercle Léon Trotsky *URSS, après le coup d'Etat manqué,* je suis quasiment d'accord avec vous à ceci près :**
**La bureaucratie soviétique a son origine dans l'isolement de la jeune République soviétique. D'accord avec le Vieux. Mais à quel pourcentage : 75 %, 80 % ? N'y avait-il pas une responsabilité aussi dans la conception du parti (voir Rosa Luxembourg) ? dans son organisation : création d'une section spéciale du secrétariat, l'Outchraspred (section de comptabilité et d'affectation) pour diriger les mobilisations, transferts, affectations des membres du parti ? En 1923 l'Outchraspred étendit son pouvoir aux provinces, arrondissements, puis au domaine de tout l'Etat. Il devint ensuite l'Orgraspred, bureau des cadres de la machine stalinienne. Par ce biais et avec l'aide de Kaganovitch, Staline organisait à son gré tous les comités locaux régionaux, conférences et congrès du parti. Le Guépéou prit la suite de cette Orgraspred... Donc, dès 1920, Lénine n'a-t-il pas mis en place la corde du pendu ? Quel pourcentage ? Fraternellement,**
***F. M. (92)***

**P.S. Pour des considérations politiques, le Vieux n'a pas critiqué la conception léniniste du parti de 1917 à 1940. Mais avant 1917, dans une autre situation (voir *Nos tâches politiques* et le *Rapport de la délégation sibérienne* )! Que dirait-il en 1991 ? Faut-il se bloquer sur ses écrits de 1924-1940 (contexte de la lutte contre le stalinisme)?»**

En 1920, en pleine guerre civile, ce n'étaient pas les cordes qui manquaient pour pendre la jeune République soviétique. Et, quel que soit le nombre d'initiales d'un organisme politique, voire policier, aucune mesure administrative ne fut responsable des énormes pressions sociales qui agissaient là-bas.

Attribuer la dégénérescence du parti de l'URSS et de son Etat à tel ou tel organisme, à telle ou telle décision, à tel ou tel geste, c'est confondre l'étiquette avec le flacon. Le seul geste lourd de conséquences qui a entraîné tout le reste, c'est d'avoir osé prendre le pouvoir. A partir de là, les bolcheviks n'avaient le choix qu'entre deux genres de mort. Nous pensons que la pire des morts et des défaites est justement celle qu'ils ont évitée : le renoncement.

Et en ce qui concerne le rôle qu'aurait eu la conception du parti de Lénine dans la dégénérescence de l'URSS, tu fais allusion à Rosa Luxembourg ou à Trotsky «d'avant 1917». Mais est-ce par pur hasard si une révolution prolétarienne a vaincu en Russie, grâce au Parti Bolchevik, tandis qu'elle ne s'est pas produite en France ou en Allemagne, où pourtant existaient, avant la guerre, des partis ouvriers bien plus puissants que le parti russe, mais pas de parti de type «bolchevik»? Et si Rosa Luxembourg, Liebknecht ou même le «Trotsky d'avant 1917» avaient contribué à ce que se créent, en Allemagne et en France, des partis analogues au Parti Bolchevik, peut-être que les crises révolutionnaires qui se sont produites dans toute l'Europe, et en particulier en Allemagne en 1918, auraient abouti à ne pas laisser la révolution russe isolée.

S'il y a quelqu'un de responsable de la dégénérescence du premier Etat ouvrier du monde, nous, nous nous demandons sérieusement si la conception du parti de Luxembourg, Liebknecht et quelques autres n'a pas eu, plutôt que celle de Lénine, 80 % de responsabilité.

*PS :* Ce n'est pas pour des considérations politiques que Trotsky s'est rallié aux conceptions de Lénine de 1917 à 1940, c'est parce qu'il était convaincu que Lénine avait eu raison.

Que dirait Trotsky, en 1991 ? Nous ne sommes pas de ceux qui prétendent le savoir, car nul ne peut faire parler les morts. Nous savons seulement ce qu'il a dit jusqu'à son dernier souffle. Il ne faut se bloquer sur rien, pas même sur les écrits de Rosa Luxembourg, qui sont d'ailleurs antérieurs à ceux de Trotsky. Mais il n'y a nulle part, malgré tous ceux qui s'y sont essayés, de meilleure explication de la Révolution russe et de la dégénérescence stalinienne qui l'a suivie, que dans les écrits de Trotsky.

# Voir

## Riff-Raff de Ken Loach

Comme la plupart des autres films de Ken Loach, *Riff-Raff* est une sorte de «tranche de vie» de la classe ouvrière britannique. Le héros, un jeune Ecossais fraîchement débarqué à Londres, se fait embaucher sur un chantier de construction. Ses camarades de travail proviennent des quatre coins de la Grande-Bretagne et du Commonwealth. La plupart travaillent sous un faux nom : le héros, Stevie, parce qu'il sort de prison ; d'autres parce qu'ils ne veulent pas perdre, pour quelques jours ou semaines de travail, leurs indemnités de chômeurs.

Avec Stevie, il y a le Noir qui rêve d'aller en Afrique pour y retrouver ses «racines» (alors qu'il n'y a jamais mis les pieds) ; il y a un bon gros Anglais qui a tâté du syndicalisme et quelques autres qui, tous, font preuve d'une certaine dureté, de beaucoup de truculence dans leur langage et d'humour devant les difficultés quotidiennes. Il y a aussi les petits et les grands chefs, sûrs d'eux-mêmes, grossiers et odieux.

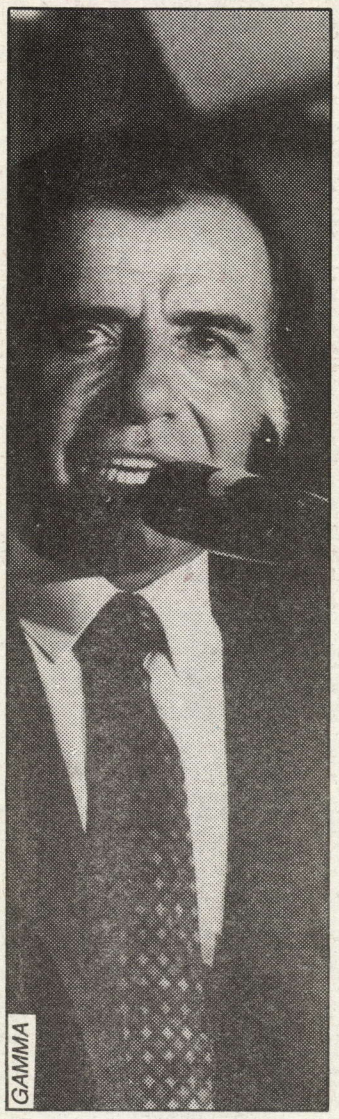
Stevie trouve pour se loger un «squat», un appartement vide dans une cité délinguée, dans lequel ses compagnons de travail l'aident à raccorder, illégalement bien sûr, gaz et électricité. Stevie n'a en revanche besoin de personne pour se trouver rapidement une petite amie : une apprentie chanteuse qui «galère» elle aussi et avec laquelle il se met rapidement en ménage.

Ken Loach ne verse pas dans le misérabilisme, malgré les rats omniprésents dans le film. Les hommes qu'il montre ne sont ni des voyous ni des marginaux, même s'ils apparaissent ainsi aux yeux des bons bourgeois. Ce sont des travailleurs de l'ère Thatcher, qui font partie de ces millions de jeunes et de moins jeunes marginalisés par la crise, le chômage, les lois anti-ouvrières et la réduction de toutes les aides publiques à caractère social. *Riff-Raff* a d'ailleurs été tourné dans un hôpital désaffecté que l'on transformait effectivement, comme dans le film, en appartements de luxe. C'est tout un symbole.

Le travail précaire, effectué dans des conditions de sécurité douteuses, la nécessité de «squatter» pour un jeune débarquant de province, tous trouvent cela inévitable et sourient quand l'un d'entre eux les exhorte à se syndiquer et à se défendre. Il faut dire que le syndicaliste en question, qui se fait mettre dehors dès qu'il parle de revendications au patron, est trop naïf pour être bien convaincant. Le feu de la révolte n'est pas loin pour autant, comme on le voit à la fin du film... au sens propre !

Ken Loach dit dans une interview qu'il a voulu «*montrer dans ce film les plaisanteries, l'humour, la solidarité qui permettent aux ouvriers anglais de survivre. L'entraide est la seule chose qui leur reste pour rendre tolérable leur existence : sinon, ils n'y arriveraient pas*». Il a tenu son pari. Il montre la dureté de la société, mais aussi des ouvriers qui savent, à leur façon, rendre les coups. On se sent solidaire !

**Sylvie FRIEDMAN**


GAMMA

## Le succès électoral de Menem :

# LES VOIX DE LA STABILISATION ÉCONOMIQUE

**Le dimanche 27 octobre avait lieu la troisième partie des élections argentines. Même si le Parti Justicialiste du président péroniste, Carlos Menem, a perdu deux provinces, dans l'ensemble le résultat ne remet pas en cause la victoire qu'il a obtenue le 8 septembre dernier. La presse a souligné le succès de Menem et le quitus donné à sa politique de rigueur économique malgré les scandales auxquels il a été mêlé ces derniers temps. Un succès politique qui, même s'il peut s'avérer éphémère, mérite quelques explications.**

### L'arrêt de l'inflation

*"Les deux raisons pour lesquelles nous pouvons voter Menem"*, expliquait un ouvrier péroniste peu après les élections du 8 septembre, *"ce sont la stabilité et le fait que Menem a pris Cavallo comme ministre de l'Economie. Sinon, nous n'avons aucune raison de voter pour lui, il ne fait rien pour nous"*. Ce succès électoral puise pour une bonne part ses origines dans la nouvelle situation économique. Depuis huit mois, l'inflation est stabilisée. Au mois d'août, l'inflation était tombée à 3% pour le mois, puis 1,8% en septembre, alors qu'elle était de 30 à 35% par mois à l'arrivée au pouvoir de Menem en juillet 1989. Dans un pays où le cours de la monnaie locale, l'austral, comme les prix pouvaient se modifier en quinze jours de temps, c'est important. Le phénomène s'était déjà produit en 1985. Il avait alors renforcé la position du radical Raul Alfonsin. La suite a montré que cela avait été de courte durée.

En attendant, la stabilité du dollar a entraîné, par exemple à Buenos-Aires, l'ouverture de boutiques qui vendent des produits d'importation. Une partie de la petite bourgeoisie semble plus à l'aise. Le crédit, autorisé en dollars, a pu permettre aux familles ouvrières de faire certains achats impossibles auparavant, même si leur vie reste difficile. On peut en voir un signe dans les nombreuses boutiques qui vendent des vêtements usagés importés des Etats-Unis. Mais l'inflation plus faible n'empêche pas la viande d'avoir augmenté de 20% en dix jours, ce qui n'est guère vivable pour des travailleurs dont les salaires sont gelés.

### Déconfiture politicienne

D'autres facteurs, politiques ceux-là, ont joué en faveur de Menem. Toute la bourgeoisie, l'UCD, le parti de droite, soutiennent le plan d'austérité mis en œuvre par Cavallo, le ministre de l'Economie. Une partie des voix de la droite s'est donc portée, cette fois-ci, sur les candidats du parti de Menem, parmi lesquels figuraient bien sûr des politiciens, des vedettes de la chanson et de la course automobile, mais également des patrons.

Conjointement, ce plan ne déplaisait pas à un des clans du Parti Radical, celui des anti-Alfonsin mené par Angeloz. Le Parti Radical n'a pas mené campagne contre Menem, et celui-ci a pu récupérer des voix radicales.

Ni les huit députés péronistes qui s'étaient démarqués de la politique de privatisation prônée par Menem, ni Ubaldini, un bureaucrate scissioniste de la CGT péroniste, qui manifeste des ambitions politiques, n'ont réussi à s'entendre contre Menem.

Dans ce marasme politicien, bien des électeurs ont retrouvé d'autant plus facilement le vieux réflexe du vote péroniste que l'obligation de voter empêche en principe de s'abstenir.

### Seul opposant visible : le réactionnaire Rico

Apparu dans ces élections, un facteur pourrait peser négativement dans l'avenir ; le succès du parti d'extrême-droite d'Aldo Rico, ex-lieutenant-colonel de l'armée argentine dans laquelle il a conservé des appuis, même s'il a été écarté de l'armée à la suite de mutineries, aujourd'hui amnistiées d'abord par Alfonsin puis par Menem. A la tête de son Mouvement pour la Dignité et l'Indépendance (MODIN), fondé en octobre 1990, il a mené une campagne électorale nationaliste, utilisant les trucs des démagogues populistes : dénonçant la corruption, et réclamant un homme à poigne pour sortir le pays de la décadence.

Aldo Rico s'est adressé à la population dans les quartiers populaires, réclamant l'augmentation des bas salaires, des retraites dignes, le paiement des salaires non versés aux fonctionnaires, ce qui lui permet, semble-t-il, de disposer aujourd'hui d'un embryon d'organisation dans quelques-unes de ces banlieues. Cela s'est avéré payant puisqu'avec 10% des voix, en ne se présentant que dans la banlieue de Buenos-Aires, il obtient trois députés nationaux, deux députés provinciaux, deux sénateurs et des dizaines de conseillers municipaux.

Ce succès de Rico reflète les sentiments d'une partie de la population, découragée par la dégradation de ses conditions de vie et prête, en désespoir de cause, à s'en remettre à n'importe qui.

### Pas de perspectives apparentes à gauche

Du côté des partis qui se réclament du socialisme ou du communisme, dans un pays où il n'est guère d'habitude de voter pour eux, le plus visible était certainement leur multiplication. Entre les uns et les autres, on a pu compter parfois une demi-douzaine de candidats de gauche dans certaines circonscriptions.

Cette année, le MAS, sigle sous lequel se présente le Parti Socialiste des Travailleurs, la principale organisation trotskyste, avait décidé, la veille du dépôt des listes, de rompre son front électoral avec le Parti Communiste. La raison invoquée apparaît comme un prétexte. Pour des raisons liées à des problèmes internes, le MAS ne semblait pas tenir à s'afficher en compagnie du Parti Communiste Argentin, dont les résultats ont d'ailleurs accusé le contre-coup des événements en URSS : le nombre des électeurs du PC, dans la province de Buenos-Aires, a chuté de 100 000 à 45 000 - soit 0,75% des voix - entre 1987 et cette année. Dans la même période, dans la même province, le MAS est passé de 2,4% à 2,3% des votants.

La situation économique reste très difficile pour les couches les plus défavorisées de la population. Celles-ci pourraient répondre d'une façon plus efficace aux attaques de Menem, par la lutte dans les usines et dans la rue, mais la grève des cheminots argentins, cette année, qui a certes permis de stopper provisoirement des licenciements, n'a pas suffi pour mettre un coup d'arrêt à tout le plan de privatisation du gouvernement Menem, qui s'apprête aujourd'hui à reprendre son offensive de plus belle. Menem semble sûr de lui, mais rien ne dit que la classe ouvrière argentine acceptera de le laisser faire.

**Jacques FONTENOY**

## CAPITALISME SAUVAGE

A peine les élections terminées, Menem qui doit satisfaire les exigences du Fonds Monétaire International, profitait de son succès pour lancer, le 30 octobre, un plan ultra-libéral de privatisation des entreprises nationalisées. Comme partout, l'objectif est d'alimenter les caisses de l'Etat en vendant ses entreprises pour diminuer les impôts pour la bourgeoisie. Cela ne durera qu'un temps mais, de cela, ni Menem, ni la bourgeoisie, là comme ailleurs, n'en ont cure. Mais la déréglementation fait aussi sauter les différents contrôles de l'Etat placés sur l'économie argentine depuis 1930.

Ces mesures, qualifiées par Menem d'«historiques» et de «profondément révolutionnaires», doivent maintenir le gel des salaires, accentuer le travail précaire. Menem veut s'attaquer à tout ce que le péronisme avait pu accorder après-guerre aux travailleurs sur le plan social (salaire minimum, 13e mois, etc.). Il prônait depuis longtemps une loi sur la flexibilité du travail qui devrait réduire les indemnités de licenciements et augmenter la précarité en multipliant le nombre de travailleurs en contrat à durée déterminée. C'est chose faite : il vient d'autoriser les entreprises à négocier librement les salaires et les horaires avec leurs employés.

Désormais, les organismes de régulation de la production et de la commercialisation de produits de base, comme la viande, les grains et le sucre, sont supprimés. Cela devrait entraîner un renchérissement de ces produits. De même les prix et les lieux de vente des médicaments sont libres. Les horaires dans les commerces et les ports ne sont plus réglementés. Enfin, Menem va réduire le nombre des fonctionnaires pour diminuer les dépenses de l'Etat.

Il va aussi réduire le pouvoir des syndicats : ceux-ci, dans la tradition péroniste, géraient jusqu'à aujourd'hui les œuvres sociales ; c'est désormais l'Etat qui en sera chargé.

En guise de protestation, les radicaux se proposent de rompre le dialogue avec le gouvernement, ce qui doit lui faire une belle jambe. Les leaders de la CGT dissidente dénoncent la "contre-révolution péroniste".

Carlos Menem appelle cela le "miracle argentin"... mais ça n'est pas du tout un miracle pour les classes populaires argentines ; simplement une vieille recette qui vise à pressurer les plus pauvres.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995